



N° 1943

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

SEIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 2 décembre 2023.

TEXTE DE LA COMMISSION

*DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE*

ANNEXE AU RAPPORT

PROJET DE LOI

pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration

(Procédure accélérée)

(Première lecture)

Voir les numéros :

Sénat : 304, 433, 434 rect. (2022-2023) et T.A. 19 (2023-2024).

Assemblée nationale : 1855.

TITRE I^{ER} A

MAÎTRISER LES VOIES D'ACCÈS AU SÉJOUR ET LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE

Article 1^{er} A

- ① L'article L. 123-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi rédigé :
- ② « Art. L. 123-1. – Les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration et d'intégration peuvent faire l'objet d'un débat annuel au Parlement.
- ③ « Le Parlement prend alors connaissance d'un rapport du Gouvernement, rendu avant le 1^{er} juin de chaque année, qui indique et commente, pour les dix années précédentes, dans l'hexagone et dans les outre-mer :
- ④ « 1^o Le nombre des différents visas accordés et celui des demandes rejetées. Pour les visas de long séjour portant la mention "étudiant", le rapport indique, par pays, le nombre de visas accordés et rejetés, en précisant si l'étudiant dispose d'un baccalauréat français ou d'un diplôme étranger, le délai moyen d'instruction des demandes, le nombre des avis, positifs et négatifs, émis par Campus France pour des demandes de départ vers la France et le nombre d'étudiants qui abandonnent leurs études en France en cours de cursus ;
- ⑤ « 1^o *bis* (nouveau) Une évaluation de la capacité d'accueil des étrangers dans les préfectures, plus précisément le nombre de créneaux de rendez-vous comparé à celui des demandes ;
- ⑥ « 2^o Le nombre des différents titres de séjour accordés et celui des demandes rejetées et des renouvellements refusés ;
- ⑦ « 3^o Le nombre d'étrangers admis au titre du regroupement familial et des autres formes de rapprochement familial ;
- ⑧ « 4^o Le nombre d'étrangers admis aux fins d'immigration de travail ;

- ⑨ « 5° Le nombre d'étrangers ayant obtenu le statut de réfugié, le bénéfice de la protection subsidiaire ou le statut d'apatride ainsi que celui des demandes rejetées ;
- ⑩ « 6° Le nombre de mineurs non accompagnés pris en charge par l'aide sociale à l'enfance et les conditions de leur prise en charge ;
- ⑪ « 7° Le nombre d'étrangers mineurs, accompagnés ou non accompagnés, sur tout le territoire hexagonal et ultra-marin, ayant fait l'objet d'un placement en rétention ou en zone d'attente et la durée de celui-ci ;
- ⑫ « 8° Le nombre d'autorisations de travail accordées ou refusées ;
- ⑬ « 9° Le nombre d'étrangers ayant fait l'objet de mesures d'éloignement effectives comparé à celui des décisions prononcées ;
- ⑭ « 10° Les moyens et le nombre de procédures, ainsi que leur coût, mis en œuvre pour lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers ;
- ⑮ « 10° *bis (nouveau)* Les moyens financiers et humains dévolus aux bureaux du droit des étrangers des préfectures et les délais de traitement des demandes qu'ils sont chargés d'instruire ;
- ⑯ « 11° Le nombre d'attestations d'accueil présentées pour validation et le nombre d'attestations d'accueil validées ;
- ⑰ « 12° Les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus dans le domaine de la lutte contre les trafics de main-d'œuvre étrangère ;
- ⑱ « 13° Les actions entreprises avec les pays d'origine pour mettre en œuvre une politique de gestion concertée des flux migratoires et de codéveloppement ;
- ⑲ « 14° Le nombre de contrats d'intégration républicaine souscrits en application de l'article L. 413-2 ainsi que les actions entreprises au niveau national pour favoriser l'intégration des étrangers en situation régulière, en facilitant notamment leur accès à l'emploi, au logement et à la culture ;
- ⑳ « 15° Le nombre d'acquisitions de la nationalité française, pour chacune des procédures ;
- ㉑ « 16° Des indicateurs permettant d'estimer le nombre d'étrangers se trouvant en situation irrégulière sur le territoire français ;

- ②② « 17° Le nombre de personnes ayant fait l'objet d'une mesure d'assignation à résidence, le nombre des mesures de placement en rétention et la durée globale moyenne de ces dernières ;
- ②③ « 18° Une évaluation qualitative du respect des orientations fixées par le schéma national d'accueil des demandeurs d'asile ;
- ②④ « 19° Une indication du nombre de demandes d'asile comparant, pour chaque nationalité, le nombre de demandes déposées depuis le pays d'origine et le nombre de demandes déposées depuis le territoire français ;
- ②⑤ « 20° Une évaluation de l'application des accords internationaux conclus avec les pays d'émigration ainsi qu'avec leurs organismes de sécurité sociale ;
- ②⑥ « 21° (*nouveau*) Une évaluation de la dimension externe des migrations, et notamment des causes structurelles qui sont à l'origine des mouvements migratoires ;
- ②⑦ « 22° (*nouveau*) Une évaluation des bénéficiaires de l'immigration en matière économique et sociale.
- ②⑧ « Le Gouvernement présente, en outre, les conditions démographiques, économiques, géopolitiques, sociales et culturelles dans lesquelles s'inscrit la politique nationale d'immigration et d'intégration. Il précise les capacités d'accueil de la France. Il rend compte des actions qu'il mène pour que la politique européenne d'immigration et d'intégration soit conforme à l'intérêt national ainsi que des actions conduites par les collectivités territoriales compte tenu de la politique nationale d'immigration et d'intégration.
- ②⑨ « Sont jointes au rapport du Gouvernement les observations de :
- ③⑩ « a) L'Office français de l'immigration et de l'intégration, qui précise notamment les suites données par l'autorité administrative aux avis rendus par son service médical ;
- ③⑪ « b) L'Office français de protection des réfugiés et apatrides, qui indique l'évolution de la situation dans les pays considérés comme des pays d'origine sûrs.
- ③⑫ « Le Gouvernement présente chaque année au Parlement, pour les trois années à venir, ses objectifs indicatifs relatifs au nombre d'étrangers admis à entrer sur le territoire français et à y séjourner, par catégorie de visas et de titres de séjour prévus au présent code, notamment ceux délivrés en

application du chapitre V du titre III du livre IV, à l'exception des titres de séjour délivrés sur le fondement des chapitres IV et V du titre II du même livre IV. L'atteinte des objectifs ne fait pas obstacle à la délivrance de visas et de titres de séjour aux étrangers remplissant les conditions pour les obtenir. En matière de visas et de titres de séjour pour un motif familial, l'objectif est établi dans le respect des principes qui s'attachent à ce droit. Le Gouvernement indique les raisons qui expliquent les écarts observés entre les objectifs fixés et les résultats réellement enregistrés au cours de la dernière année civile. »

- ③ II (*nouveau*). – Le a de l'article L. 123-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, dans sa rédaction résultant du I du présent article, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Articles 1^{er} BA et 1^{er} BB

(Supprimés)

Article 1^{er} BC (*nouveau*)

- ① Après l'article L. 431-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un article L. 431-1-1 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 431-1-1.* – L'autorité administrative compétente indique au demandeur les pièces et les informations manquantes exigées pour le traitement de la demande, dans les conditions prévues à l'article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration. »

Article 1^{er} B

- ① Le chapitre IV du titre III du livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° (*Supprimé*)
- ③ 2° L'article L. 434-7 est ainsi modifié :
- ④ a) Au 1°, après le mot : « ressources », sont insérés les mots : « d'origine licite, acquises conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, » et, après le mot : « stables », il est inséré le mot : « , régulières » ;

- ⑤ b) Sont ajoutés trois alinéas ainsi rédigés :
- ⑥ « 4° Il dispose d'une assurance maladie pour lui-même et pour les membres de sa famille. » ;
- ⑦ « 5° (*nouveau*) Le demandeur ne joint pas à sa demande, pour chaque personne faisant l'objet d'une demande de regroupement familial, un certificat nominatif de situation judiciaire ou de police de moins de six mois délivré par les autorités compétentes du pays d'origine.
- ⑧ « Les logements insalubres définis aux articles L. 1331-22 et L. 1331-23 du code de la santé publique ainsi que les habitats indignes et informels définis à l'article 1^{er}-1 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ne sont pas considérés comme des logements normaux, indépendamment de la zone géographique. »
- ⑨ 3° (*Supprimé*)

Article 1^{er} C

(Non modifié)

- ① Après l'article L. 434-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un article L. 434-7-1 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 434-7-1.* – L'autorisation de séjourner en France au titre du regroupement familial est délivrée à l'étranger sous réserve qu'il justifie au préalable, auprès de l'autorité compétente, par tout moyen, d'une connaissance de la langue française lui permettant au moins de communiquer de façon élémentaire, au moyen d'énoncés très simples visant à satisfaire des besoins concrets et d'expressions familières et quotidiennes. »

Article 1^{er} D

- ① La section 3 du chapitre IV du titre III du livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifiée :
- ② 1° Après l'article L. 434-10, sont insérés des articles L. 434-10-1 et L. 434-10-2 ainsi rédigés :
- ③ « *Art. L. 434-10-1.* – Le maire de la commune de résidence de l'étranger ou le maire de la commune où il envisage de s'établir procède à la

vérification des conditions de logement et de ressources dans un délai fixé par le décret en Conseil d'État mentionné à l'article L. 434-12.

- ④ « À l'expiration de ce délai, cet avis est réputé rendu.
- ⑤ « *Art. L. 434-10-2 (nouveau)*. – Pour la vérification des conditions de ressources et de logement mentionnées à l'article L. 434-10-1, le recours du maire aux services de l'Office français de l'immigration et de l'intégration peut faire l'objet d'une convention d'organisation conclue avec le directeur général de l'office.
- ⑥ « Les conditions d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État. » ;
- ⑦ 2° Après l'article L. 434-11, il est inséré un article L. 434-11-1 ainsi rédigé :
- ⑧ « *Art. L. 434-11-1*. – Lorsque les éléments recueillis au cours de l'instruction sont de nature à faire suspecter le caractère frauduleux de la demande ou l'existence de fausses déclarations, l'autorité compétente pour instruire la demande de regroupement familial peut demander au maire de la commune de résidence de l'étranger ou au maire de la commune où il envisage de s'établir de procéder à la vérification sur place des conditions de logement et de ressources. »

Article 1^{er} EA

(Supprimé)

Article 1^{er} EB

- ① Le chapitre II du titre III du livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° et 2° *(Supprimés)*
- ③ 3° Après l'article L. 432-6, il est inséré un article L. 432-6-1 ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 432-6-1*. – Une carte de séjour temporaire ou pluriannuelle peut, par une décision motivée, être retirée à tout étranger ayant commis les faits qui l'exposent à l'une des condamnations prévues au livre II du code pénal lorsque ceux-ci sont commis sur le titulaire d'un mandat électif public,

dans l'exercice ou du fait de ses fonctions, lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur. »

Article 1^{er} EC

(Supprimé)

Article 1^{er} E

- ① L'article L. 425-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° À la première phrase du premier alinéa, les mots : « et qui, eu égard à l'offre de soins et aux caractéristiques du système de santé dans le pays dont il est originaire, ne pourrait pas y bénéficier effectivement d'un traitement approprié, » sont supprimés et, après le mot : « délivrer », sont insérés les mots : « , sous réserve de l'absence d'un traitement approprié dans le pays dont il est originaire, sauf circonstance humanitaire exceptionnelle appréciée par l'autorité administrative après avis du service médical de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, » ;
- ③ 2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :
- ④ a) Au début de la première phrase, les mots : « Sous réserve de l'accord de l'étranger et » sont supprimés ;
- ⑤ b) Après la même première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Un décret en Conseil d'État, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, définit les modalités de ces échanges d'informations. »

Article 1^{er} F

- ① Après le deuxième alinéa de l'article L. 425-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ② « Les conséquences d'une exceptionnelle gravité, au sens du premier alinéa du présent article, s'apprécient compte tenu du risque que le défaut de prise en charge médicale fait peser sur le pronostic vital de l'étranger ou sur la détérioration de l'une de ses fonctions importantes et de la probabilité et du délai présumé de survenance de ces conséquences. »

Article 1^{er} GA

(Supprimé)

Article 1^{er} G

- ① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° Le 8° de l'article L. 411-4 est ainsi modifié :
- ③ a) Après le mot : « réserve », sont insérés les mots : « qu'il justifie annuellement » ;
- ④ a bis) (*nouveau*) Après le mot : « formation », sont insérés les mots : « , s'agissant notamment de l'assiduité et de la présentation aux examens, » ;
- ⑤ b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Les modalités de justification du caractère réel et sérieux des études sont fixées par décret en Conseil d'État ; »
- ⑥ 2° L'article L. 432-9 est ainsi modifié :
- ⑦ a) Au début du premier alinéa, est ajoutée la mention : « I. – » ;
- ⑧ b) Il est ajouté un II ainsi rédigé :
- ⑨ « II. – La carte de séjour pluriannuelle portant la mention “étudiant” peut être retirée à l'étranger qui ne respecte pas l'obligation annuelle de justification du caractère réel et sérieux des études prévue au 8° de l'article L. 411-4. »

Article 1^{er} HA

(Supprimé)

Article 1^{er} H

- ① I. – À titre expérimental, lorsque l'autorité administrative instruit la demande de titre de séjour d'un étranger, elle s'assure de procéder, si elle envisage un refus de délivrance ou de renouvellement, à l'examen exhaustif de sa situation individuelle au regard de l'ensemble des conditions de délivrance des titres de séjour.

- ② Cette expérimentation est mise en œuvre dans au moins cinq départements, dont un département d'outre-mer, et au plus dix départements déterminés par arrêté du ministre chargé de l'immigration et pour une durée maximale de trois ans à compter du premier jour du sixième mois suivant la promulgation de la présente loi.
- ③ II. – Pour l'application du I, le demandeur transmet, à l'appui de sa demande, l'ensemble des éléments justifiant de sa situation et permettant à l'autorité administrative de prendre une décision.
- ④ III. – À l'issue de l'instruction, l'autorité administrative peut délivrer à l'intéressé, sous réserve de son accord, un titre de séjour sur un fondement différent de celui qui motivait sa demande initiale.
- ⑤ IV. – Dans les cas où l'autorité administrative a opposé, moins d'un an auparavant, un refus d'admission au séjour examiné selon les modalités prévues aux I à III du présent article, elle déclare irrecevable toute nouvelle demande présentée par l'étranger. Le caractère abusif ou dilatoire de cette nouvelle demande est présumé, ce qui justifie le refus de l'enregistrer. Dans ces conditions, il appartient à l'étranger d'attester d'éléments de fait ou de droit nouveaux susceptibles de permettre la délivrance d'un titre de séjour de plein droit.
- ⑥ L'élément est nouveau si son apparition est postérieure à la décision de refus ou s'il est avéré que l'étranger n'a pu en avoir connaissance qu'après cette décision.
- ⑦ V. – *(Non modifié)* Six mois avant la fin de l'expérimentation, le Gouvernement remet au Parlement un rapport visant à apprécier l'opportunité de sa généralisation. Ce rapport expose notamment les effets de l'expérimentation sur le nombre de demandes de titres de séjour et de recours contentieux introduits.

Article 1^{er} I

(Supprimé)

Article 1^{er} J

(Non modifié)

- ① L'article L. 1113-1 du code des transports est ainsi rédigé :

- ② « Art. L. 1113-1. – I. – Dans l’aire de compétence des autorités organisatrices de la mobilité et, dans la région d’Île-de-France, dans l’aire de compétence d’Île-de-France Mobilités, les personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé en application de l’article L. 861-1 du code de la sécurité sociale bénéficient d’une réduction tarifaire d’au moins 50 % sur leurs titres de transport ou d’une aide équivalente. La réduction s’applique quel que soit le lieu de résidence de l’usager.
- ③ « II. – Les personnes ne résidant pas sur le territoire français de manière régulière au regard de la législation sur le séjour des étrangers en France ne peuvent bénéficier de la réduction tarifaire prévue au I du présent article. »

Articles 1^{er} K et 1^{er} L

(Supprimés)

Article 1^{er} M

(Non modifié)

À la première phrase du premier alinéa de l’article L. 823-11 du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile, le montant : « 15 000 euros » est remplacé par le montant : « 75 000 euros ».

Article 1^{er} N

(Supprimé)

TITRE I^{ER}

ASSURER UNE MEILLEURE INTÉGRATION DES ÉTRANGERS PAR LE TRAVAIL ET LA LANGUE

CHAPITRE I^{ER}

Mieux intégrer par la langue

Article 1^{er}

- ① I. – Le livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° AA L'article L. 413-2 est ainsi modifié :
- ③ *a)* (*nouveau*) Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le parcours d'intégration républicaine comprend une information sur les droits sexuels et reproductifs et une présentation des établissements d'information, de consultation ou de conseil familial et des centres de santé sexuelle mentionnés à l'article L. 2311-1 du code de la santé publique. » ;
- ④ *b)* Le second alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « S'il est parent, l'étranger s'engage également à assurer à son enfant une éducation respectueuse des valeurs et des principes de la République et à l'accompagner dans sa démarche d'intégration. » ;
- ⑤ 1° A L'article L. 413-3 est ainsi modifié :
- ⑥ *a)* Le 1° est ainsi modifié :
- ⑦ – après le mot : « organisation », sont insérés les mots : « , l'histoire et la culture » ;
- ⑧ – il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ⑨ « La formation civique mentionnée au premier alinéa du présent 1° présente les institutions françaises et les valeurs de la République, notamment la liberté, l'égalité, dont l'égalité entre les hommes et les femmes, la fraternité, la laïcité, l'État de droit, les libertés fondamentales et la sûreté des personnes et des biens. Elle présente l'exercice de la citoyenneté, des droits et des devoirs liés à la vie en France, l'histoire et les principales caractéristiques géographiques de la France ainsi que les grandes

étapes de la construction européenne. Elle présente également la société française et la vie en France, notamment les démarches d'accès à l'emploi, à la formation et aux services publics, le logement, la santé, les responsabilités et les dispositifs de soutien liés à la parentalité, la petite enfance et ses modes de garde, l'école, l'orientation scolaire et la vie associative ; »

- ⑩ a bis et b) (*Supprimés*)
- ⑪ c) (*nouveau*) Après la première phrase de l'avant-dernier alinéa, est insérée une phrase ainsi rédigée : « L'étranger primo-arrivant bénéficie des conditions nécessaires à l'apprentissage de la langue française par l'accès à des cours gratuits dans son département de résidence. » ;
- ⑫ 1° B L'article L. 413-7 est ainsi modifié :
- ⑬ a) Au premier alinéa, après le mot : « regard », sont insérés les mots : « du résultat obtenu à l'examen mentionné au 2° de l'article L 433-4, qui doit être supérieur à un seuil fixé par décret, » ;
- ⑭ b) À la première phrase du deuxième alinéa, après le mot : « administrative », sont insérés les mots : « tient compte, lorsqu'il a été souscrit, du respect, par l'étranger, de l'engagement défini à l'article L. 413-2 et » ;
- ⑮ 1° Au dernier alinéa des articles L. 421-2 et L. 421-6 ainsi qu'au deuxième alinéa de l'article L. 433-6, les mots : « au 1° » sont remplacés par les mots : « aux 1° et 2° » ;
- ⑯ 2° L'article L. 433-4 est ainsi modifié :
- ⑰ a) Après le 1°, sont insérés des 2° à 4° ainsi rédigés :
- ⑱ « 2° Il a obtenu un résultat supérieur ou égal à un seuil fixé par décret à l'examen visant à évaluer sa connaissance du fonctionnement de la société française et des principes et valeurs de la République, dont les modalités sont définies par décret ;
- ⑲ « 3° Il justifie d'une maîtrise orale de la langue française au moins égale à un niveau déterminé par décret en Conseil d'État. Le présent 3° n'est pas applicable aux étrangers dispensés de la signature d'un contrat d'intégration républicaine mentionnés à l'article L. 413-5 ;
- ⑳ « 4° (*Supprimé*) » ;
- ㉑ b) Le 2° devient un 4°.

② II. – (Supprimé)

Article 1^{er} bis

(Supprimé)

Article 1^{er} ter

(Non modifié)

- ① Le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre VIII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° L'intitulé est complété par les mots : « et des visas » ;
- ③ 2° L'article L. 811-2 est ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 811-2.* – Les actes et les décisions de justice étrangers relatifs à l'état civil, produits par un ressortissant étranger pour justifier notamment de son identité et de ses liens familiaux doivent être préalablement légalisés, au sens du II de l'article 16 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice. La présomption de validité des actes de l'état civil ainsi produits, prévue à l'article 47 du code civil, et l'opposabilité des jugements étrangers dont la régularité n'a pas été préalablement vérifiée par l'autorité judiciaire française sont subordonnées à l'accomplissement de cette formalité.
- ⑤ « Sous réserve du premier alinéa du présent article, la vérification de tout acte de l'état civil étranger est effectuée dans les conditions définies à l'article 47 du code civil. »

Article 2

- ① Le code du travail est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 6321-1 est ainsi modifié :
- ③ a) Le troisième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Il propose aux salariés allophones des formations visant à atteindre une connaissance de la langue française au moins égale à un niveau déterminé par décret. » ;

- ④ *b) (nouveau)* Après le même troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ⑤ « Pour les salariés mentionnés à l'article L. 7221-1 et ceux employés par les particuliers employeurs mentionnés à l'article L. 421-1 du code de l'action sociale et des familles, les modalités d'application du troisième alinéa du présent article sont fixées par décret. » ;
- ⑥ 2° L'article L. 6321-3 est ainsi rétabli :
- ⑦ « *Art. L. 6321-3.* – Pour les salariés allophones signataires du contrat mentionné à l'article L. 413-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et engagés dans un parcours de formation linguistique visant à atteindre une connaissance de la langue française au moins égale à un niveau déterminé par décret, les actions permettant la poursuite de celui-ci constituent un temps de travail effectif, dans la limite d'une durée fixée par décret en Conseil d'État, et donnent lieu au maintien de la rémunération par l'employeur pendant leur réalisation. » ;
- ⑧ 2° *bis (nouveau)* Au premier alinéa de l'article L. 6321-6, les mots : « à l'article L. 6321-2 » sont remplacés par les mots : « aux articles L. 6321-2 et L. 6321-3 ».
- ⑨ 3° L'article L. 6323-17 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :
- ⑩ « Pour les formations en français langue étrangère choisies par les salariés allophones signataires du contrat mentionné à l'article L. 413-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile visant à atteindre une connaissance de la langue française au moins égale à un niveau déterminé par décret, financées par le compte personnel de formation et réalisées en tout ou partie durant le temps de travail, l'autorisation d'absence est de droit, dans la limite d'une durée fixée par décret en Conseil d'État.
- ⑪ « Pour les salariés mentionnés à l'article L. 7221-1 du présent code et pour ceux employés par les particuliers employeurs mentionnés à l'article L. 421-1 du code de l'action sociale et des familles, les modalités d'application du deuxième alinéa du présent article sont fixées par décret. »

**Articles 2 bis A, 2 bis, 2 ter A, 2 ter B, 2 ter C, 2 ter, 2 quater et
2 quinquies**

(Supprimés)

CHAPITRE II

Favoriser le travail comme facteur d'intégration

Article 3

(Suppression maintenue)

Article 4

- ① Après l'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un article L. 554-1-1 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 554-1-1.* – I. – Par dérogation à l'article L. 554-1, l'accès au marché du travail peut être autorisé, dès l'introduction de la demande, dans les conditions prévues à l'article L. 554-3, au demandeur d'asile originaire d'un pays pour lequel le taux de la protection internationale accordée en France est supérieur à un seuil fixé par décret et figurant sur une liste fixée annuellement par l'autorité administrative.
- ③ « Cette liste peut être modifiée en cours d'année en cas d'évolution rapide de la situation dans un pays d'origine, en vue de la compléter ou de suspendre une inscription.
- ④ « II. – Le demandeur d'asile qui accède au marché du travail dans les conditions prévues au présent article bénéficie :
- ⑤ « 1° De la formation linguistique mentionnée au 2° de l'article L. 413-3, dans des conditions précisées par arrêté du ministre chargé de l'accueil et de l'intégration ;
- ⑥ « 2° Des actions de formation professionnelle continue prévues à l'article L. 6313-1 du code du travail.
- ⑦ « III. – Le présent article n'est pas applicable lorsque l'Office français de protection des réfugiés et apatrides statue en procédure accélérée en application de la section 2 du chapitre I^{er} du titre III du présent livre. »

Article 4 bis A (nouveau)

- ① L'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers est ainsi rédigé :

- ② « *Art. L. 554-1.* – L'accès au marché du travail peut être autorisé :
- ③ « 1° Au demandeur d'asile lorsque l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, pour des raisons qui ne sont pas imputables au demandeur, n'a pas statué sur la demande d'asile dans un délai de six mois à compter de l'introduction de la demande ;
- ④ « 2° Lorsque le demandeur d'asile fait l'objet d'une décision de transfert en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride et que cette décision n'a pas été exécutée dans le délai de six mois à compter de sa notification, à l'exception des cas d'emprisonnement ou de fuite prévus à l'article 29 paragraphe 2 du même règlement, et en tout état de cause, dans un délai de neuf mois à compter de l'enregistrement de sa demande. »

Article 4 bis

- ① I. – Le chapitre V du titre III du livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par un article L. 435-4 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 435-4.* – L'étranger qui a exercé une activité professionnelle salariée, y compris dans le cadre d'un contrat d'apprentissage, figurant dans la liste, établie à l'échelon départemental, des métiers et zones géographiques caractérisés par des difficultés de recrutement définie à l'article L. 414-13 durant au moins huit mois, consécutifs ou non, au cours des vingt-quatre derniers mois, qui occupe un emploi relevant de ces métiers et zones et qui justifie d'une période de résidence ininterrompue d'au moins trois années en France se voit délivrer une carte de séjour temporaire portant la mention "travailleur temporaire" ou "salarié" d'une durée d'un an, sauf si le représentant de l'État s'y oppose pour les motifs prévus aux articles L. 412-5, L. 412-6, L. 412-8, L. 412-9, L. 432-1 ou pour des motifs liés au non-respect des conditions réglementaires requises pour l'examen des titres de séjour.
- ③ « La délivrance de cette carte entraîne celle de l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du code du travail, matérialisée par ladite carte.
- ④ « L'article L. 412-1 n'est pas applicable à la délivrance de cette carte.

- ⑤ « Les périodes de séjour et l'activité professionnelle salariée exercée sous couvert des documents de séjour mentionnés aux articles L. 421-34, L. 422-1 et L. 521-7 ne sont pas prises en compte pour l'obtention d'une carte de séjour temporaire.
- ⑥ « Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. »
- ⑦ II. – (*Supprimé*)
- ⑧ III. – Le présent article est applicable jusqu'au 31 décembre 2028. Il reste applicable aux titulaires de la carte de séjour mentionnée au I délivrée avant le 31 décembre 2028 jusqu'à l'expiration de ce titre.

Article 4 ter A (nouveau)

- ① L'article L. 414-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ② « La carte de séjour pluriannuelle portant la mention "salarié" vaut autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du code du travail, matérialisée par ladite carte. »

Article 4 ter B (nouveau)

Au troisième alinéa de l'article L. 421-34 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les mots : « autorise l'exercice d'une activité professionnelle » sont remplacés par les mots : « vaut autorisation de travail pour un emploi à caractère saisonnier défini au 3° de l'article L. 1242-2 du code du travail ».

Article 4 ter

Le second alinéa de l'article L. 414-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par une phrase ainsi rédigée : « Elle est établie à l'appui de chiffres objectivés, prenant notamment en compte le taux de postes non pourvus, le taux de postes vacants et le taux d'étrangers en emploi. »

Article 5

(Non modifié)

- ① Après le premier alinéa de l'article L. 526-22 du code de commerce, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ② « Le statut d'entrepreneur individuel n'est pas accessible aux étrangers ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ne disposant pas d'un titre de séjour les autorisant à exercer sous ce statut. »

Article 6

(Non modifié)

- ① I. – Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° À la fin de l'intitulé de la section 3 du chapitre I^{er} du titre II du livre IV, les mots : « du "passeport talent" » sont remplacés par les mots : « d'un titre de séjour portant la mention "talent" » ;
- ③ 2° Dans l'ensemble des dispositions législatives, les mots : « passeport talent » sont remplacés par le mot : « talent » ;
- ④ 2° *bis* L'article L. 421-9 est ainsi rédigé :
- ⑤ « *Art. L. 421-9.* – Sous réserve de justifier du respect d'un seuil de rémunération fixé par décret en Conseil d'État, se voit délivrer une carte de séjour pluriannuelle portant la mention "talent-salarié qualifié" d'une durée maximale de quatre ans, l'étranger qui se trouve dans l'une des situations suivantes :
- ⑥ « 1° Exerce une activité professionnelle salariée et a obtenu, dans un établissement d'enseignement supérieur habilité au plan national, un diplôme au moins équivalent au grade de master ou figurant sur une liste fixée par décret ;
- ⑦ « 2° Est recruté dans une jeune entreprise innovante réalisant des projets de recherche et de développement, définie à l'article 44 *sexies*-0 A du code général des impôts, ou dans une entreprise innovante reconnue par un organisme public pour exercer des fonctions en lien avec le projet de

recherche et de développement de cette entreprise ou avec son développement économique, social, international et environnemental ;

- ⑧ « 3° Vient en France dans le cadre d'une mission entre établissements d'une même entreprise ou entre entreprises d'un même groupe et qui justifie, outre une ancienneté professionnelle d'au moins trois mois dans le groupe ou l'entreprise établi hors de France, d'un contrat de travail conclu avec l'entreprise établie en France.
- ⑨ « Les critères permettant à un organisme public de reconnaître une entreprise innovante, mentionnée au 2° du présent article sont définis par décret et leur liste est publiée par voie réglementaire.
- ⑩ « Cette carte permet l'exercice de l'activité professionnelle salariée ayant justifié sa délivrance.
- ⑪ « Par dérogation à l'article L. 433-1, lorsque l'étranger bénéficiaire de cette carte dans les conditions prévues aux 1° et 2° du présent article se trouve involontairement privé d'emploi à la date du renouvellement de sa carte, celle-ci est renouvelée pour une durée équivalente à celle des droits qu'il a acquis à l'allocation d'assurance mentionnée à l'article L. 5422-1 du code du travail. » ;
- ⑫ 2° *ter* Les articles L. 421-10 et L. 421-13 sont abrogés ;
- ⑬ 2° *quater* Au second alinéa de l'article L. 422-11 et au dernier alinéa de l'article L. 433-1, la référence : « , L. 421-10 » est supprimée ;
- ⑭ 2° *quinquies* Au second alinéa de l'article L. 312-2, au *a* du 7° de l'article L. 364-2, au *a* du 6° des articles L. 365-2 et L. 366-2, au 2° des articles L. 411-1 et L. 411-4, aux articles L. 421-7 et L. 421-8, au premier alinéa de l'article L. 421-22 et au second alinéa des articles L. 432-2 et L. 432-5, les mots : « L. 421-9 à L. 421-11 » sont remplacés par les références : « L. 421-9, L. 421-11 » ;
- ⑮ 2° *sexies* À l'article L. 312-2, au 2° des articles L. 411-1 et L. 411-4, à l'article L. 421-7, à la première phrase de l'article L. 421-8, au premier alinéa de l'article L. 421-22 et au second alinéa des articles L. 432-2 et L. 432-5, la référence : « L. 421-13 » est remplacée par la référence : « L. 421-14 » ;
- ⑯ 2° *septies* À l'article L. 412-4 et au 7° de l'article L. 413-5, les références : « , L. 421-10, L. 421-13 » sont supprimées ;

- ⑰ 3° À l'article L. 421-8, les références : « L. 421-17, L. 421-18, » sont supprimées ;
- ⑱ 3° bis À la fin des 8° et 9° de l'article L. 426-18, les mots : « à l'article L. 421-13 » sont remplacés par les mots : « au 3° de l'article L. 421-9 » ;
- ⑲ 4° L'article L. 421-16 est ainsi rédigé :
- ⑳ « Art. L. 421-16. – Se voit délivrer une carte de séjour pluriannuelle portant la mention “talent-porteur de projet” d'une durée maximale de quatre ans, l'étranger qui se trouve dans l'une des situations suivantes :
- ㉑ « 1° Ayant obtenu un diplôme équivalent au grade de master ou pouvant attester d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans d'un niveau comparable, justifie d'un projet économique réel et sérieux et crée une entreprise en France ;
- ㉒ « 2° Justifie d'un projet économique innovant, reconnu par un organisme public ;
- ㉓ « 3° Procède à un investissement économique direct en France.
- ㉔ « Cette carte permet l'exercice d'une activité commerciale en lien avec le projet économique ayant justifié sa délivrance. » ;
- ㉕ 5° Les articles L. 421-17 et L. 421-18 sont abrogés ;
- ㉖ 6° Au 7° des articles L. 442-2 et L. 443-2, la référence : « L. 421-10 » est remplacée par la référence : « L. 421-9 » ;
- ㉗ 7° La première colonne des tableaux du second alinéa des articles L. 444-1, L. 445-1 et L. 446-1 est ainsi modifiée :
- ㉘ a) À la douzième ligne, la référence : « L. 421-13 » est remplacée par les mots : « 3° de l'article L. 421-9 » ;
- ㉙ b) À la treizième ligne, la référence : « L. 421-17 » est remplacée par les mots : « 2° et 3° de l'article L. 421-16 et article L. 421-19 » ;
- ㉚ 8° L'article L. 444-2 est ainsi modifié :
- ㉛ a) Aux 5°, 24°, 31°, 46° et 47°, les mots : « L. 421-9 à L. 421-11 » sont remplacés par les mots : « L. 421-9 et L. 421-11 » ;

- 32) *b)* Aux *a* du 8°, *b* du 12° et 35°, la référence : « , L. 421-10 » est supprimée ;
- 33) *c)* Au *b* du 50°, la référence : « , L. 421-10, » est remplacée par le mot : « et » ;
- 34) *d)* Le troisième alinéa du 23° est ainsi modifié :
- 35) – la référence : « L. 421-13, » est supprimée ;
- 36) – la référence : « L. 421-17 » est remplacée par la référence : « L. 421-19 » ;
- 37) – après la référence : « L. 421-21 », sont insérés les mots : « et au 3° de l'article L. 421-9 ainsi qu'aux 2° et 3° de l'article L. 421-16 » ;
- 38) *e)* Le 26° est ainsi rédigé :
- 39) « 26° Le dernier alinéa de l'article L. 421-16 ne s'applique pas à l'étranger porteur d'un projet économique en France qui satisfait aux conditions prévues aux 2° et 3° du même article L. 421-16 ; »
- 40) *f)* Le 27° est ainsi modifié :
- 41) – au début, les mots : « À l'article L. 421-18 » sont remplacés par les mots : « Au 3° de l'article L. 421-16 » ;
- 42) – à la fin, les mots : « et le second alinéa est supprimé » sont supprimés ;
- 43) 9° L'article L. 445-2 est ainsi modifié :
- 44) *a)* Aux 4°, 23°, 31°, 46° et 47°, les mots : « L. 421-9 à L. 421-11 » sont remplacés par les mots : « L. 421-9 et L. 421-11 » ;
- 45) *b)* Aux *a* du 7°, *b* du 11° et 35°, la référence : « , L. 421-10 » est supprimée ;
- 46) *c)* Au *b* du 51°, la référence : « , L. 421-10, » est remplacée par le mot : « et » ;
- 47) *d)* Le troisième alinéa du 22° est ainsi modifié :
- 48) – la référence : « L. 421-13, » est supprimée ;
- 49) – la référence : « L. 421-17 » est remplacée par la référence : « L. 421-19 » ;

- ⑤⑩ – après la référence : « L. 421-21 », sont insérés les mots : « et au 3° de l'article L. 421-9 ainsi qu'aux 2° et 3° de l'article L. 421-16 » ;
- ⑤⑪ e) Le premier alinéa du 24° est ainsi rédigé :
- ⑤⑫ « 24° Au premier alinéa de l'article L. 421-9 : « ;
- ⑤⑬ f) Le 26° est ainsi rédigé :
- ⑤⑭ « 26° Le dernier alinéa de l'article L. 421-16 ne s'applique pas à l'étranger porteur d'un projet économique en France qui satisfait aux conditions prévues aux 2° et 3° du même article L. 421-16 ; »
- ⑤⑮ g) Le 27° est ainsi modifié :
- ⑤⑯ – au début, les mots : « À l'article L. 421-18 » sont remplacés par les mots : « Au 3° de l'article L. 421-16 » ;
- ⑤⑰ – à la fin, les mots : « et le second alinéa est supprimé » sont supprimés ;
- ⑤⑱ 10° L'article L. 446-2 est ainsi modifié :
- ⑤⑲ a) Aux 4°, 23°, 31°, 46° et 47°, les mots : « L. 421-9 à L. 421-11 » sont remplacés par les mots : « L. 421-9 et L. 421-11 » ;
- ⑥① b) Aux *a* du 7°, *b* du 11° et 35°, la référence : « , L. 421-10 » est supprimée ;
- ⑥② c) Au *b* du 52°, la référence : « , L. 421-10, » est remplacée par le mot : « et » ;
- ⑥③ d) Le troisième alinéa du 22° est ainsi modifié :
- ⑥④ – la référence : « L. 421-13, » est supprimée ;
- ⑥⑤ – la référence : « L. 421-17 » est remplacée par la référence : « L. 421-19 » ;
- ⑥⑥ – après la référence : « L. 421-21 », sont insérés les mots : « et au 3° de l'article L. 421-9 ainsi qu'aux 2° et 3° de l'article L. 421-16 » ;
- ⑥⑦ e) Au début du premier alinéa du 24°, la référence : « L. 421-13 » est remplacée par la référence : « L. 421-9 » ;
- ⑥⑧ f) Le 26° est ainsi rédigé :

- ⑥⑧ « 26° Le dernier alinéa de l'article L. 421-16 ne s'applique pas à l'étranger porteur d'un projet économique en France qui satisfait aux conditions prévues aux 2° et 3° du même article L. 421-16 ; »
- ⑥⑨ g) Le 27° est ainsi modifié :
- ⑦⑩ – au début, les mots : « À l'article L. 421-18 » sont remplacés par les mots : « Au 3° de l'article L. 421-16 » ;
- ⑦⑪ – à la fin, les mots : « et le second alinéa est supprimé » sont supprimés.
- ⑦⑫ II. – Au 3° de l'article L. 5523-2 du code du travail, les mots : « passeport talent » sont remplacés par le mot : « talent ».
- ⑦⑬ III. – Au dernier alinéa du 1° du IV de l'article L. 542-6 du code de l'action sociale et des familles, le mot : « passeport » est supprimé.

Article 7

- ① I. – La sous-section 2 de la section 3 du chapitre I^{er} du titre II du livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complétée par un article L. 421-13-1 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 421-13-1.* – L'étranger qui bénéficie d'une décision d'affectation, d'une attestation permettant un exercice temporaire ou d'une autorisation d'exercer mentionnées aux articles L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique, qui occupe un emploi au titre d'une des professions mentionnées aux articles L. 4111-1 et L. 4221-12-1 du même code, et qui justifie du respect d'un seuil de rémunération fixé par décret en Conseil d'État se voit délivrer une carte pluriannuelle portant la mention "talent-profession médicale et de la pharmacie" d'une durée maximale de quatre ans.
- ③ « La carte mentionnée au premier alinéa du présent article permet l'exercice de l'activité professionnelle ayant justifié sa délivrance. »
- ④ II. – Le code de la santé publique est ainsi modifié :
- ⑤ 1° Après l'article L. 4111-2, il est inséré un article L. 4111-2-1 ainsi rédigé :
- ⑥ « *Art. L. 4111-2-1.* – Par dérogation à l'article L. 4111-1, l'autorité compétente peut, après avis d'une commission comprenant notamment des professionnels de santé, dont des représentants de l'ordre compétent, délivrer

une attestation permettant un exercice provisoire de la profession de médecin dans la spécialité correspondant à la demande d'autorisation, de la profession de chirurgien-dentiste, le cas échéant dans la spécialité correspondant à la demande d'autorisation, ou de la profession de sage-femme, dans un établissement public, un établissement privé à but non lucratif de santé ou un établissement social ou médico-social, aux titulaires d'un titre de formation délivré par un État non membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen et permettant l'exercice de l'une des professions mentionnées au même article L. 4111-1 dans cet État, qui exercent cette profession, qui établissent leur expérience professionnelle par tout moyen et qui disposent d'un niveau de connaissance de la langue française suffisant pour exercer leur activité en France. Ces professionnels s'engagent également à passer les épreuves de vérification des connaissances mentionnées à l'article L. 4111-2.

- ⑦ « La durée de validité de cette attestation, renouvelable une fois, ne peut excéder treize mois.
- ⑧ « Pour les professions de chirurgien-dentiste et de sage-femme, la commission mentionnée au premier alinéa du présent article est nationale.
- ⑨ « Un décret en Conseil d'État définit les conditions d'application du présent article. » ;
- ⑩ 2° Après l'article L. 4221-12, il est inséré un article L. 4221-12-1 ainsi rédigé :
- ⑪ « *Art. L. 4221-12-1.* – Par dérogation à l'article L. 4221-1, l'autorité compétente peut, après avis d'une commission nationale comprenant notamment des professionnels de santé, dont des représentants de l'ordre compétent, délivrer une attestation permettant un exercice provisoire de la profession de pharmacien, dans la spécialité correspondant à la demande d'autorisation, aux titulaires d'un titre de formation délivré par un État non membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen et permettant l'exercice de la profession mentionnée au même article L. 4221-1 dans cet État, qui exercent cette profession, qui établissent leur expérience professionnelle par tout moyen et qui disposent d'un niveau de connaissance de la langue française suffisant pour exercer leur activité en France. Ces professionnels s'engagent également à passer les épreuves de vérification des connaissances mentionnées audit l'article L. 4221-12.
- ⑫ « La durée de validité de cette attestation, renouvelable une fois, ne peut excéder treize mois.

- ⑬ « Un décret en Conseil d'État définit les conditions d'application du présent article. »

Article 7 bis

- ① L'article 175-2 du code civil est ainsi modifié :
- ② 1° (*Supprimé*)
- ③ 2° Au troisième alinéa, les mots : « un mois renouvelable » sont remplacés par les mots : « deux mois renouvelables ».

Article 7 ter

(Supprimé)

CHAPITRE III

(Division supprimée)

Article 8

- ① I. – Le chapitre III du titre V du livre II de la huitième partie du code du travail est ainsi modifié :
- ② 1° L'intitulé est ainsi rédigé : « Amende administrative » ;
- ③ 2° L'article L. 8253-1 est ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 8253-1.* – Le ministre chargé de l'immigration prononce, au vu des procès-verbaux et des rapports qui lui sont transmis en application de l'article L. 8271-17, une amende administrative contre l'auteur d'un manquement aux articles L. 8251-1 et L. 8251-2, sans préjudice des poursuites judiciaires pouvant être intentées à son encontre.
- ⑤ « Lorsqu'il prononce l'amende, le ministre chargé de l'immigration prend en compte, pour déterminer le montant de cette dernière, les capacités financières de l'auteur d'un manquement, le degré d'intentionnalité, le degré de gravité de la négligence commise et les frais d'éloignement du territoire français du ressortissant étranger en situation irrégulière.

- ⑥ « Le montant de l'amende est, au plus, égal à 5 000 fois le taux horaire du minimum garanti prévu à l'article L. 3231-12. Il peut être majoré en cas de réitération et est alors, au plus, égal à 15 000 fois ce même taux.
- ⑦ « L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a d'étrangers concernés.
- ⑧ « Lorsque sont prononcées, à l'encontre de la même personne, une amende administrative en application du présent article et une sanction pénale en application des articles L. 8256-2, L. 8256-7 et L. 8256-8 en raison des mêmes faits, le montant global des amendes prononcées ne dépasse pas le maximum légal le plus élevé des sanctions encourues.
- ⑨ « L'État est ordonnateur de l'amende. À ce titre, il liquide et émet le titre de perception.
- ⑩ « Le comptable public compétent assure le recouvrement de cette amende comme en matière de créances étrangères à l'impôt et aux domaines.
- ⑪ « Les conditions d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'État. »
- ⑫ II. – (*Non modifié*) Dans la partie législative du code du travail, les mots : « la contribution spéciale » sont remplacés par les mots : « l'amende administrative ».
- ⑬ III. – Le chapitre IV du titre V du livre II de la huitième partie du code du travail est ainsi modifié :
- ⑭ 1° Au 4° de l'article L. 8254-2, les mots : « la contribution spéciale » sont remplacés par les mots : « l'amende administrative » et, à la fin, les mots : « et de la contribution forfaitaire prévue à l'article L. 822-2 du code de l'entrée et du séjour de étrangers et du droit d'asile » sont supprimés ;
- ⑮ 2° Au dernier alinéa de l'article L. 8254-2-1, le mot : « contributions » est remplacé par le mot : « amendes » ;
- ⑯ 3° À l'article L. 8254-2-2, le mot : « contributions » est remplacé par le mot : « amendes » ;
- ⑰ 4° À l'article L. 8254-4, les mots : « la contribution » sont remplacés par les mots : « l'amende administrative ».
- ⑱ IV. – (*Non modifié*) L'article L. 8256-2 du code du travail est ainsi modifié :

- ⑲ 1° Au premier alinéa, les mots : « des dispositions du premier alinéa » sont supprimés et, à la fin, le montant : « 15 000 euros » est remplacé par le montant : « 30 000 euros » ;
- ⑳ 2° Au troisième alinéa, le montant : « 100 000 euros » est remplacé par le montant : « 200 000 euros ».
- ㉑ V. – (*Non modifié*) Le second alinéa de l’article L. 8271-17 du code du travail est ainsi rédigé :
- ㉒ « Afin de permettre la liquidation de l’amende administrative mentionnée à l’article L. 8253-1, le ministre chargé de l’immigration reçoit des agents mentionnés au premier alinéa du présent article une copie des rapports et des procès-verbaux relatifs à ces infractions. »
- ㉓ VI. – (*Non modifié*) L’article L. 5221-7 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ㉔ « Les agents de contrôle mentionnés à l’article L. 8271-17 peuvent obtenir tous renseignements et documents relatifs aux autorisations de travail. L’autorité administrative chargée d’instruire et de délivrer les autorisations de travail peut solliciter ces agents afin d’obtenir tous renseignements et documents nécessaires à l’instruction des demandes relatives à ces autorisations, dans des conditions définies par décret. »
- ㉕ VII. – (*Non modifié*) La section 2 du chapitre II du titre II du livre VIII du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile est abrogée.

CHAPITRE IV

Distinguer les parcours d’intégration réussis

Article 8 bis

(Supprimé)

TITRE II

AMÉLIORER LE DISPOSITIF D'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS REPRÉSENTANT UNE MENACE GRAVE POUR L'ORDRE PUBLIC

CHAPITRE I^{ER}

Rendre possible l'éloignement d'étrangers constituant une menace grave pour l'ordre public

Article 9

- ① I. – Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° A Le second alinéa de l'article L. 252-2 est ainsi rédigé :
- ③ « Par dérogation au sixième alinéa de l'article L. 631-2, la circonstance qu'il a déjà fait l'objet d'une condamnation définitive pour des crimes ou des délits punis de cinq ans ou plus d'emprisonnement n'a pas pour effet de le priver du bénéfice des dispositions du présent article. » ;
- ④ 1° Le chapitre I^{er} du titre III du livre VI est ainsi modifié :
- ⑤ a) L'article L. 631-2 est ainsi modifié :
- ⑥ – l'avant-dernier alinéa est ainsi rédigé :
- ⑦ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 4° du présent article dont le comportement constitue toujours une menace grave pour l'ordre public alors qu'il a déjà fait l'objet d'une condamnation définitive pour des crimes ou des délits punis de cinq ans ou plus d'emprisonnement. » ;
- ⑧ – sont ajoutés quatre alinéas ainsi rédigés :
- ⑨ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° et 2° du présent article lorsque les faits à l'origine de la décision d'expulsion ont été commis à l'encontre de son conjoint, de ses enfants ou de tout enfant sur lequel il exerce l'autorité parentale.

- ⑩ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1, l'étranger mentionné aux 1° à 4° du présent article lorsque les faits à l'origine de la décision d'expulsion ont été commis à l'encontre d'un ascendant.
- ⑪ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 4° du présent article lorsque les faits à l'origine de la décision d'expulsion ont été commis à l'encontre du titulaire d'un mandat électif public ou de toute personne mentionnée aux 4° et 4° *bis* de l'article 222-12 du code pénal ainsi qu'à l'article 222-14-5 du même code, dans l'exercice ou en raison de sa fonction.
- ⑫ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 4° du présent article qui est en situation irrégulière au regard du séjour, sauf si cette irrégularité résulte d'une décision de retrait de titre de séjour en application de l'article L. 432-4 ou d'un refus de renouvellement sur le fondement de l'article L. 412-5 ou du 1° de l'article L. 432-3. » ;
- ⑬ *b)* L'article L. 631-3 est ainsi modifié :
- ⑭ – au premier alinéa, après le mot : « État, », sont insérés les mots : « dont la violation délibérée et d'une particulière gravité des principes de la République énoncés à l'article L. 412-7, » ;
- ⑮ – le dernier alinéa est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :
- ⑯ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 5° du présent article lorsque les faits à l'origine de la décision d'expulsion ont été commis à l'encontre d'un ascendant.
- ⑰ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 5° du présent article dont le comportement constitue toujours une menace grave pour l'ordre public alors qu'il a déjà fait l'objet d'une condamnation définitive pour des crimes ou délits punis de dix ans ou plus d'emprisonnement ou de cinq ans en réitération de crimes ou délits punis de la même peine.
- ⑱ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 5° du présent article lorsque les faits à l'origine de la décision d'expulsion

ont été commis à l'encontre du titulaire d'un mandat électif public ou de toute personne mentionnée aux 4° et 4° *bis* de l'article 222-12 du code pénal ainsi qu'à l'article 222-14-5 du même code, dans l'exercice ou en raison de sa fonction.

- ⑲ « Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 5° du présent article qui est en situation irrégulière au regard du séjour, sauf si cette irrégularité résulte d'une décision de retrait de titre de séjour en application de l'article L. 432-4 ou d'un refus de renouvellement sur le fondement de l'article L. 412-5 ou du 1° de l'article L. 432-3. » ;
- ⑳ 2° À l'article L. 641-1, la référence : « , 131-30-1 » est supprimée.
- ㉑ II. – (*Supprimé*)
- ㉒ III. – Le code pénal est ainsi modifié :
- ㉓ 1° A (*Supprimé*)
- ㉔ 1° L'article 131-30-1 est abrogé ;
- ㉕ 2° L'article 131-30-2 est ainsi modifié :
- ㉖ *aa* (*Supprimé*)
- ㉗ a) Le dernier alinéa est complété par les mots : « , ni aux délits de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence contre une personne déterminée ou un groupe de personnes prévus aux septième et huitième alinéas de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, ni aux crimes, ni aux délits punis d'au moins dix ans d'emprisonnement, ni aux délits commis en état de récidive et punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement » ;
- ㉘ b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ㉙ « La décision est spécialement motivée au regard de la gravité de l'infraction et de la situation personnelle et familiale de l'étranger dans ces cas. » ;
- ㉚ 2° *bis* (*Supprimé*)
- ㉛ 3° L'article 222-48 est ainsi modifié :

- ③② a) Après la référence : « 222-12 », sont insérés les mots : « , au 6° de l'article 222-13, aux articles » ;
- ③③ b) Après la référence : « 222-14-4 », est insérée la référence : « , 222-14-5 » ;
- ③④ 4° À l'article 311-15, la référence : « 311-4-2 » est remplacée par la référence : « 311-4 ». » ;
- ③⑤ 5° à 10° (*Supprimés*)
- ③⑥ IV. – (*Non modifié*) À la première phrase du sixième alinéa du I de l'article 86 de la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité, les mots : « visés au dernier » sont remplacés par les mots : « mentionnés à l'avant-dernier ».
- ③⑦ V. – (*Supprimé*)

Article 9 bis

(Non modifié)

- ① L'article 720 du code de procédure pénale est complété par un IV ainsi rédigé :
- ② « IV. – Lorsqu'un étranger condamné à une peine privative de liberté est l'objet d'une mesure d'interdiction du territoire français, d'interdiction administrative du territoire français, d'obligation de quitter le territoire français, d'interdiction de retour sur le territoire français, d'interdiction de circulation sur le territoire français, d'expulsion, d'extradition ou de remise sur le fondement d'un mandat d'arrêt européen, l'application du II du présent article est subordonnée à la condition que cette mesure soit exécutée. Elle peut être décidée sans son consentement. »

Article 10

(Non modifié)

- ① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° (*Supprimé*)

- ③ 2° L'article L. 611-3 est ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 611-3.* – L'étranger mineur de dix-huit ans ne peut faire l'objet d'une décision portant obligation de quitter le territoire français. » ;
- ⑤ 3° Le premier alinéa de l'article L. 613-1 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Elle est édictée après vérification du droit au séjour, en tenant notamment compte de la durée de présence de l'étranger sur le territoire français, de la nature et de l'ancienneté de ses liens avec la France et des considérations humanitaires pouvant justifier un tel droit. »

Article 10 bis

(Supprimé)

Article 11

- ① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 331-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « En cas de refus caractérisé de se soumettre au relevé des empreintes digitales et à la prise de photographie prévus au 3° de l'article L. 142-1 par l'étranger contrôlé à l'occasion du franchissement d'une frontière extérieure sans remplir les conditions d'entrée prévues à l'article 6 du règlement 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 précité ou à l'article L. 311-1 du présent code, l'officier de police judiciaire ou, sous contrôle de celui-ci, l'agent de police judiciaire peut, après information du procureur de la République, procéder à cette opération sans le consentement de l'intéressé. L'étranger doit avoir été dûment informé des conséquences de son refus. Le recours à la contrainte, qui ne peut concerner qu'un étranger manifestement âgé d'au moins dix-huit ans, poursuit les objectifs du présent article, est strictement proportionné et tient compte de la vulnérabilité de la personne. L'opération prévue au présent alinéa fait l'objet d'un procès-verbal, qui mentionne le jour et l'heure auxquels il y est procédé. Ce procès-verbal est présenté à la signature de l'étranger intéressé qui est informé de la possibilité de ne pas le signer. S'il refuse de le signer, mention est faite du refus et des motifs de celui-ci. Le procès-verbal est transmis au procureur de la République, copie en ayant été remise à l'intéressé. L'article L. 821-2 demeure applicable. » ;

- ④ 2° Après la première phrase de l'article L. 813-10, sont insérées quatre phrases ainsi rédigées : « Lorsque le refus de l'étranger de se soumettre aux opérations de relevé des empreintes digitales et de prise de photographies est caractérisé, l'officier de police judiciaire ou, sous contrôle de celui-ci, l'agent de police judiciaire peut, après information du procureur de la République, procéder à cette opération sans le consentement de l'intéressé. L'étranger doit avoir été dûment informé des conséquences de son refus. Le recours à la contrainte, qui ne peut concerner qu'un étranger manifestement âgé d'au moins dix-huit ans, poursuit les objectifs du présent article, est strictement proportionné et tient compte de la vulnérabilité de la personne. Les articles L. 822-1 et L. 824-2 demeurent, selon le cas, applicables. »
-

Article 11 *ter*

(Supprimé)

Article 12

- ① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° A Le second alinéa de l'article L. 741-1 est complété par les mots : « ou au regard de la menace pour l'ordre public que l'étranger représente » ;
- ③ 1° L'article L. 741-5 est ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 741-5.* – L'étranger mineur de moins de dix-huit ans ne peut faire l'objet d'une décision de placement en rétention. Il ne peut être placé dans aucun lieu de rétention administrative. » ;
- ⑤ 2° Au 1° de l'article L. 742-4, les mots : « d'une particulière gravité » sont supprimés ;
- ⑥ 3° L'article L. 742-5 est ainsi modifié :
- ⑦ a) Après le 3°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ⑧ « Le juge peut également être saisi en cas d'urgence absolue ou de menace pour l'ordre public. » ;

- ⑨ b) Au dernier alinéa, après la référence : « 3° », sont insérés les mots : « ou au septième alinéa du présent article » et les mots : « du huitième » sont remplacés par les mots : « de l’avant-dernier ».

Article 12 bis A

(Non modifié)

- ① Le code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile est ainsi modifié :
- ② 1° L’article L. 521-14 est abrogé ;
- ③ 2° Le titre II du livre V est complété par un chapitre III ainsi rédigé :
- ④ *« CHAPITRE III*
- ⑤ *« Cas d’assignation à résidence ou de placement en rétention du demandeur d’asile*
- ⑥ *« Art. L. 523-1. – L’autorité administrative peut assigner à résidence ou, si cette mesure est insuffisante et sur la base d’une appréciation au cas par cas, placer en rétention le demandeur d’asile dont le comportement constitue une menace à l’ordre public.*
- ⑦ *« L’étranger en situation irrégulière qui présente une demande d’asile à une autorité administrative autre que celle mentionnée à l’article L. 521-1 peut faire l’objet des mesures prévues au premier alinéa du présent article afin de déterminer les éléments sur lesquels se fonde sa demande d’asile. Son placement en rétention ne peut être justifié que lorsqu’il présente un risque de fuite.*
- ⑧ *« Art. L. 523-2. – Le risque de fuite mentionné à l’article L. 523-1 peut être regardé comme établi, sauf circonstance particulière, dans les cas suivants :*
- ⑨ *« 1° L’étranger qui est entré irrégulièrement en France ou s’y est maintenu irrégulièrement n’a pas présenté sa demande d’asile dans le délai de quatre-vingt-dix jours à compter de son entrée en France ;*
- ⑩ *« 2° Le demandeur a déjà été débouté de sa demande d’asile en France ou dans un autre État membre de l’Union européenne ou a renoncé explicitement ou implicitement à sa demande d’asile dans un autre État membre sans motif légitime ;*

- ⑪ « 3° Le demandeur a explicitement déclaré son intention de ne pas se conformer à la procédure d'éloignement en cas de rejet de sa demande d'asile ou s'est déjà soustrait à l'exécution d'une précédente mesure d'éloignement ;
- ⑫ « 4° L'étranger, entré irrégulièrement sur le territoire de l'un des États avec lesquels s'applique l'acquis de Schengen, fait l'objet d'une décision d'éloignement exécutoire prise par l'un de ces États ou s'est maintenu sur le territoire d'un de ces États sans justifier d'un droit de séjour ou sans y avoir déposé sa demande d'asile dans les délais les plus brefs ;
- ⑬ « 5° Le demandeur ne se présente pas aux convocations de l'autorité administrative, ne répond pas aux demandes d'information et ne se rend pas aux entretiens prévus dans le cadre de la procédure prévue au titre III du présent livre sans motif légitime.
- ⑭ « *Art. L. 523-3.* – En cas d'assignation à résidence sur le fondement de l'article L. 523-1, les articles L. 732-1, L. 732-3, L.732-4, L. 732-7, L. 733-1 et L. 733-3 sont applicables. Le manquement aux prescriptions liées à l'assignation à résidence est sanctionné dans les conditions prévues aux articles L. 824-4 et L. 824-5.
- ⑮ « En cas de placement en rétention sur le fondement de l'article L. 523-1, les articles L. 741-4 à L. 741-10 ainsi que les chapitres II à IV du titre IV du livre VII sont applicables, à l'exception des sections 2 et 4 du chapitre II.
- ⑯ « Le maintien en rétention au delà de quarante-huit heures à compter de la notification de la décision de placement initiale peut être autorisé pour une durée de vingt-huit jours, dans les conditions prévues au présent chapitre, par le juge des libertés et de la détention saisi à cette fin par l'autorité administrative.
- ⑰ « *Art. L. 523-4.* – Sans préjudice de l'article L. 754-2, la demande d'asile de l'étranger assigné à résidence ou placé en rétention sur le fondement de l'article L. 523-1 est examinée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides selon la procédure accélérée, conformément au 3° de l'article L. 531-24.
- ⑱ « *Art. L. 523-5.* – Si l'Office français de protection des réfugiés et apatrides considère qu'il ne peut examiner la demande selon la procédure accélérée mentionnée à l'article L. 523-4 ou s'il reconnaît à l'étranger la qualité de réfugié ou lui accorde le bénéfice de la protection subsidiaire, il est mis fin à la mesure prise sur le fondement de l'article L. 523-1.

- ⑲ « *Art. L. 523-6.* – En l’absence d’introduction de la demande d’asile dans un délai de cinq jours à compter de la notification de la décision de placement en rétention ou en cas de décision de rejet ou d’irrecevabilité de la demande d’asile, la décision de placement en rétention prévue à l’article L. 523-1 peut se poursuivre pour le temps strictement nécessaire, qui ne peut excéder vingt-quatre heures, pour l’examen du droit de séjour de l’étranger et, le cas échéant, le prononcé, la notification et l’exécution d’une décision d’éloignement.
- ⑳ « La poursuite du placement en rétention fait l’objet d’une décision écrite et motivée. Elle s’effectue dans les conditions prévues au titre IV du livre VII en cas de décision de clôture consécutive à l’absence d’introduction de la demande d’asile ou dans les conditions prévues au chapitre II du titre V du même livre VII en cas de décision de rejet ou d’irrecevabilité de la demande d’asile.
- ㉑ « *Art. L. 523-7.* – Les modalités d’application du présent chapitre, notamment les modalités de prise en compte de la vulnérabilité du demandeur d’asile et, le cas échéant, de ses besoins particuliers, sont fixées par décret en Conseil d’État. » ;
- ㉒ 3° Le 3° de l’article L. 531-24 est ainsi rédigé :
- ㉓ « 3° Le demandeur est assigné à résidence ou placé en rétention en application de l’article L. 523-1 ou maintenu en rétention en application de l’article L. 754-3. »

Article 12 bis B

(Non modifié)

- ① Le code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile est ainsi modifié :
- ② 1° L’article L. 732-4 est ainsi modifié :
- ③ a) À la fin du premier alinéa, les mots : « de six mois » sont remplacés par les mots : « d’un an » ;
- ④ b) À la première phrase du second alinéa, le mot : « une » est remplacé par le mot : « deux » ;
- ⑤ 2° Au premier alinéa de l’article L. 732-5, les mots : « de six mois » sont remplacés par les mots : « d’un an ».

Article 12 bis CA (nouveau)

Au premier alinéa de l'article L. 742-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, après le mot : « constatées, », sont insérés les mots : « dont la provocation directe à des actes de terrorisme ou leur apologie, ».

Article 12 bis C

(Non modifié)

La première phrase de l'article L. 741-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complétée par les mots : « ou, en cas de circonstance nouvelle de fait ou de droit, d'un délai de quarante-huit heures ».

Article 12 bis et 12 ter

(Supprimés)

CHAPITRE II

Mieux tirer les conséquences des actes des étrangers en matière de droit au séjour

Article 13

- ① Le livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° Le titre I^{er} est ainsi modifié :
- ③ a) Le deuxième alinéa de l'article L. 411-5 est supprimé ;
- ④ b) Le chapitre II est complété par une section 3 ainsi rédigée :
- ⑤ « *Section 3*
- ⑥ « *Contrat d'engagement au respect des principes de la République*
- ⑦ « *Art. L. 412-7. – L'étranger qui sollicite un document de séjour s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement au respect des principes de la République, à respecter la liberté personnelle, la liberté*

d'expression et de conscience, l'égalité, dont l'égalité entre les femmes et les hommes, la dignité de la personne humaine, la devise et les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution, l'intégrité territoriale, définie par les frontières nationales, et à ne pas se prévaloir de ses croyances ou de ses convictions pour s'affranchir des règles communes régissant les relations entre les services publics et les particuliers.

- ⑧ « Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.
- ⑨ « *Art. L. 412-8.* – Aucun document de séjour ne peut être délivré à un étranger qui refuse de souscrire le contrat d'engagement au respect des principes de la République ou dont le comportement manifeste qu'il n'en respecte pas les obligations.
- ⑩ « Le manquement au contrat d'engagement au respect des principes de la République résulte d'agissements délibérés de l'étranger troublant l'ordre public en ce qu'ils portent une atteinte grave à un ou à plusieurs de ces principes ou de ces obligations.
- ⑪ « La condition de gravité est présumée constituée, sauf décision de l'autorité administrative, en cas d'atteinte à l'exercice par autrui des droits et libertés mentionnés à l'article L. 412-7.
- ⑫ « *Art. L. 412-9.* – Peut ne pas être renouvelé le document de séjour de l'étranger qui n'a pas respecté le contrat d'engagement au respect des principes de la République. Tout document de séjour détenu par un étranger dans une telle situation peut être retiré.
- ⑬ « *Art. L. 412-10.* – Lorsque la décision de refus de renouvellement ou de retrait concerne une carte de séjour pluriannuelle ou une carte de résident, l'autorité administrative prend en compte la gravité ou la réitération des manquements au contrat d'engagement au respect des principes de la République ainsi que la durée du séjour effectuée sous le couvert d'un document de séjour en France. Cette décision ne peut être prise si l'étranger bénéficie des articles L. 424-1, L. 424-9, L. 424-13 ou L. 611-3.
- ⑭ « La décision de refus de renouvellement ou de retrait d'une carte de séjour pluriannuelle ou d'une carte de résident est prise après avis de la commission du titre de séjour prévue à l'article L. 432-14. » ;
- ⑮ c) À la fin du second alinéa de l'article L. 413-2, les mots : « et à respecter les valeurs et principes de la République » sont supprimés ;

- ⑯ d) Au premier alinéa de l'article L. 413-7, les mots : « de son engagement personnel à respecter les principes qui régissent la République française, du respect effectif de ces principes » sont supprimés ;
- ⑰ 2° Le titre II est ainsi modifié :
- ⑱ a) Au début du dernier alinéa de l'article L. 424-6, sont ajoutés les mots : « Sous réserve de menace grave à l'ordre public ou que l'intéressé ne soit pas retourné volontairement dans le pays qu'il a quitté ou hors duquel il est demeuré de crainte d'être persécuté, » ;
- ⑲ b) Au début du dernier alinéa de l'article L. 424-15, sont ajoutés les mots : « Sous réserve de menace grave à l'ordre public ou que l'intéressé a perdu le bénéfice de la protection subsidiaire du fait d'un changement de circonstances lié à un retour volontaire dans le pays où existait le risque réel mentionné à l'article L. 512-1, » ;
- ⑳ 3° Le titre III est ainsi modifié :
- ㉑ aa) (*Supprimé*)
- ㉒ a) L'article L. 432-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ㉓ « À l'exception des cartes de séjour pluriannuelles prévues aux articles L. 421-34, L. 422-6, L. 424-9, L. 424-11, L. 424-18 et L. 424-19, le renouvellement d'une carte de séjour pluriannuelle peut, par une décision motivée, être refusé si l'étranger ne peut prouver qu'il a établi en France sa résidence habituelle dans les conditions prévues à l'article L. 433-3-1. » ;
- ㉔ b) L'article L. 432-3 est complété par cinq alinéas ainsi rédigés :
- ㉕ « Le renouvellement de la carte de résident peut être refusé à tout étranger lorsque :
- ㉖ « 1° Sa présence constitue une menace grave pour l'ordre public ;
- ㉗ « 2° (*Supprimé*)
- ㉘ « 3° Il ne peut prouver qu'il a établi en France sa résidence habituelle dans les conditions prévues à l'article L. 433-3-1, sauf pour les détenteurs d'une carte de résident en application des articles L. 424-1 et L. 424-3.
- ㉙ « La condition prévue au 1° du présent article s'applique au renouvellement de la carte de résident portant la mention "résident de longue durée-UE". » ;

- ③⑩ c) L'article L. 432-4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ③⑪ « Une carte de résident ou la carte de résident portant la mention "résident de longue durée-UE" peut, par décision motivée, être retirée à tout étranger dont la présence en France constitue une menace grave pour l'ordre public. » ;
- ③⑫ d) L'article L. 432-12 est ainsi rédigé :
- ③⑬ « *Art. L. 432-12.* – L'article L. 611-1 n'est pas applicable lorsque l'étranger titulaire d'une carte de résident se voit :
- ③⑭ « 1° Refuser le renouvellement de sa carte de résident en application du 1° de l'article L. 432-3 ;
- ③⑮ « 2° Retirer sa carte de résident en application de l'article L. 432-4.
- ③⑯ « Lorsque l'étranger qui fait l'objet d'une mesure mentionnée aux 1° ou 2° du présent article ne peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application des articles L. 631-2 ou L. 631-3, une autorisation provisoire de séjour lui est délivrée de droit. » ;
- ③⑰ e) L'article L. 432-13 est complété par un 5° ainsi rédigé :
- ③⑱ « 5° Lorsqu'elle envisage de refuser le renouvellement ou de retirer une carte de séjour pluriannuelle ou une carte de résident dans le cas prévu à l'article L. 412-10. » ;
- ③⑲ f) Après le premier alinéa de l'article L. 433-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ④① « À l'exception des cartes de séjour pluriannuelles prévues aux articles L. 421-13, L. 421-34, L. 422-6, L. 424-9, L. 424-11, L. 424-18 et L. 424-19, le renouvellement d'une carte de séjour pluriannuelle est soumis à la preuve par l'étranger de sa résidence habituelle en France dans les conditions prévues à l'article L. 433-3-1. » ;
- ④② g) L'article L. 433-2 est ainsi rédigé :
- ④③ « *Art. L. 433-2.* – Sous réserve de l'absence de menace grave pour l'ordre public, de l'établissement de la résidence habituelle de l'étranger en France et des articles L. 411-5 et L. 432-3, une carte de résident est renouvelable de plein droit. » ;

- ④③ h) La section 1 du chapitre III est complétée par un article L. 433-3-1 ainsi rédigé :
- ④④ « Art. L. 433-3-1. – Est considéré comme résidant en France de manière habituelle l'étranger :
- ④⑤ « 1° Qui y a transféré le centre de ses intérêts privés et familiaux ;
- ④⑥ « 2° Et qui y séjourne pendant au moins six mois au cours de l'année civile, durant les trois années précédant le dépôt de la demande ou, si la période du titre en cours de validité est inférieure à trois ans, pendant la durée totale de validité du titre. » ;
- ④⑦ i) À la fin du 1° de l'article L. 433-4, les mots : « et n'a pas manifesté de rejet des valeurs essentielles de la société française et de la République » sont supprimés.

Article 13 bis A (nouveau)

- ① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 312-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « Les autorités diplomatiques et consulaires françaises peuvent refuser l'octroi d'un visa de court séjour au demandeur lorsqu'elles constatent que celui-ci est débiteur d'une dette non éteinte à l'égard d'une des personnes morales relevant des articles L. 6141-1 et L. 6161-5 du code de la santé publique, dans le cadre de l'appréciation portée sur la sincérité des déclarations et le montant des ressources disponibles. » ;
- ④ 2° L'article L. 312-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑤ « Les autorités diplomatiques et consulaires françaises peuvent refuser l'octroi d'un visa de long séjour au demandeur lorsqu'elles constatent que celui-ci est débiteur d'une dette non éteinte à l'égard d'une des personnes morales relevant des articles L. 6161-5 et L. 6141-1 du code de la santé publique, dans le cadre de l'appréciation portée sur la sincérité des déclarations et le montant des ressources disponibles. »

Article 13 bis

(Supprimé)

TITRE II *BIS*

AGIR POUR LA MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DES DÉCISIONS D'ÉLOIGNEMENT

Article 14 A

- ① I A (*nouveau*). – La section 1 du chapitre II du titre I^{er} du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complétée par un article L. 312-1-1 ainsi rédigé :
- ② « Art. L. 312-1-1. – Le visa de court séjour sollicité par le titulaire d'un passeport diplomatique ou d'un passeport de service peut être refusé au ressortissant d'un État délivrant un nombre particulièrement faible de laissez-passer consulaires ou ne respectant pas un accord bilatéral ou multilatéral de gestion des flux migratoires. »
- ③ I. – Après l'article L. 312-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un article L. 312-3-1 ainsi rédigé :
- ④ « Art. L. 312-3-1. – Sans préjudice de l'article L. 312-3, le visa de long séjour peut être refusé au ressortissant d'un État délivrant un nombre particulièrement faible de laissez-passer consulaires ou ne respectant pas un accord bilatéral ou multilatéral de gestion des flux migratoires. Cette possibilité ne s'applique pas lorsque la demande de visa émane d'un étudiant étranger souhaitant étudier en France. »
- ⑤ II. – L'article 1^{er} de la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales est complété par deux alinéas ainsi rédigés :
- ⑥ « L'aide au développement solidaire attribuée au titre de la lutte contre les inégalités mondiales est conditionnée à l'objectif de lutte contre l'immigration irrégulière, notamment vis-à-vis des États délivrant un nombre particulièrement faible de laissez-passer consulaires ou ne respectant pas les stipulations d'un accord bilatéral ou multilatéral de gestion des flux migratoires.
- ⑦ « La politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales contribue à la gestion des flux migratoires. Une part correspondant à 10 % de l'aide publique au développement bilatérale

programmable a pour objectif principal ou significatif la lutte contre l'immigration irrégulière. »

⑧ III. – (*Supprimé*)

Article 14 B

(*Non modifié*)

① La sous-section 1 de la section 1 du chapitre IV du titre I^{er} du livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complétée par un article L. 414-1-1 ainsi rédigé :

② « *Art. L. 414-1-1.* – Le représentant de l'État dans le département informe sans délai les organismes mentionnés à l'article L. 114-10-1-1 du code de la sécurité sociale ainsi que l'organisme mentionné à l'article L. 5312-1 du code du travail lorsqu'il prend une décision de refus de séjour, de retrait d'un titre ou d'un document de séjour ou d'expulsion.

③ « Les organismes mentionnés au premier alinéa du présent article ne peuvent procéder à la radiation des personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse avant la fin du troisième mois qui suit la date d'expiration des titres ou des documents justifiant qu'elles remplissent les conditions de régularité de leur séjour ou avant la notification de la décision mentionnée au même premier alinéa mettant fin au droit au séjour. »

Article 14 C

① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

② 1° L'article L. 732-2 est ainsi modifié :

③ a) Après le mot : « résidence », sont insérés les mots : « à ses frais, sauf en cas d'insolvabilité, » ;

④ b) (*nouveau*) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « En cas d'insolvabilité de l'assigné, les frais d'assignation à résidence sont pris en charge par l'État. » ;

⑤ 2° Le second alinéa de l'article L. 732-3 est ainsi modifié :

- ⑥ a) Le mot : « une » est remplacé par le mot : « deux » ;
- ⑦ b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Le deuxième renouvellement décidé en application du présent alinéa fait l'objet d'une décision spécialement motivée faisant état des circonstances particulières justifiant cette prolongation. »

Article 14 D

(Non modifié)

Le dernier alinéa de l'article L. 711-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par une phrase ainsi rédigée : « Cette aide au retour ne peut lui être attribuée qu'une seule fois. »

Article 14 E

(Supprimé)

Article 14 F

(Non modifié)

- ① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° À l'article L. 824-4, après le mot : « emprisonnement », sont insérés les mots : « et de 15 000 € d'amende » ;
- ③ 2° Aux articles L. 824-5, L. 824-6 et L. 824-7, après le mot : « emprisonnement », sont insérés les mots : « et de 3 750 € d'amende ».

Article 14 G

(Supprimé)

TITRE III

SANCTIONNER L'EXPLOITATION DES ÉTRANGERS ET CONTRÔLER LES FRONTIÈRES

Article 14

(Non modifié)

- ① I. – Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 823-3 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « Les peines sont portées à quinze ans de réclusion criminelle et un million d'euros d'amende lorsque les infractions prévues aux mêmes articles L. 823-1 et L. 823-2 sont commises dans deux circonstances mentionnées au présent article, dont celle mentionnée au 1°. » ;
- ④ 2° La sous-section 1 de la section 1 du chapitre III du titre II du livre VIII est complétée par un article L. 823-3-1 ainsi rédigé :
- ⑤ « *Art. L. 823-3-1.* – Le fait de diriger ou d'organiser un groupement ayant pour objet la commission des infractions définies aux articles L. 823-1 et L. 823-2 est puni de vingt ans de réclusion criminelle et de 1 500 000 euros d'amende. » ;
- ⑥ 3° Le 3° de l'article L. 823-9 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Dans ce cas, des poursuites pénales sur le fondement de l'article L. 823-3-1 ne peuvent pas non plus être engagées. »
- ⑦ II. – Le 13° de l'article 706-73 du code de procédure pénale est ainsi modifié :
- ⑧ 1° Au début, sont ajoutés les mots : « Crimes et » ;
- ⑨ 2° Sont ajoutés les mots : « et crime de direction ou d'organisation d'un groupement ayant pour objet la commission de ces infractions prévu aux articles L. 823-3 et L. 823-3-1 du même code ».

Article 15

(Non modifié)

- ① Le livre V du code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 511-22 est ainsi modifié :
- ③ a) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ④ « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende l'infraction mentionnée au premier alinéa du présent I lorsque les faits sont commis alors que l'occupant est une personne vulnérable, notamment un ressortissant étranger en situation irrégulière au sens du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. » ;
- ⑤ b) Le II est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑥ « Est punie de trois ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende l'infraction mentionnée au premier alinéa du présent II lorsque les faits sont commis alors que l'occupant est une personne vulnérable, notamment un ressortissant étranger en situation irrégulière au sens du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. » ;
- ⑦ c) Le III est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑧ « Sont punies de cinq ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende les infractions mentionnées aux 1° et 2° du présent III lorsque les faits sont commis alors que l'occupant est une personne vulnérable, notamment un ressortissant étranger en situation irrégulière au sens du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. » ;
- ⑨ 2° Le I de l'article L. 521-4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑩ « Sont punis de cinq ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende les faits prévus au présent I lorsqu'ils sont commis à l'encontre d'un occupant qui est une personne vulnérable, notamment un ressortissant étranger en situation irrégulière au sens du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. »

Article 15 bis

- ① I (*nouveau*). – La première phrase du premier alinéa de l'article L. 425-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifiée :
- ② 1° Les mots : « ou de proxénétisme, visées aux articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 » sont remplacés par les mots : « , de proxénétisme ou de soumission d'une personne dont la vulnérabilité ou l'état de dépendance est apparent ou connu de l'auteur à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine, mentionnées aux articles 225-4-1 à 225-4-6, 225-5 à 225-10 et 225-14 » ;
- ③ 2° Après le mot : « pénal, », sont insérés les mots : « saisit l'inspection du travail de faits relatifs à ses conditions d'emploi et susceptibles de relever du 4° du I de l'article 225-4-1 du même code, ».
- ④ II. – (*Supprimé*)

Article 15 ter (nouveau)

À la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article L. 425-4 du code de l'entrée du séjour des étrangers et du droit d'asile, les mots : « peut se voir délivrer une autorisation provisoire de séjour d'une durée minimale de six mois » sont remplacés par les mots : « se voit délivrer une carte de séjour temporaire portant la mention "vie privée et familiale" d'une durée d'un an ».

Article 16

(Non modifié)

- ① La sous-section 1 de la section 4 du chapitre I^{er} du titre II du livre VIII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifiée :
- ② 1° Aux premier et second alinéas de l'article L. 821-6 et au second alinéa de l'article L. 821-7, après le mot : « visa », sont insérés les mots : « ou de l'autorisation de voyage » ;
- ③ 2° L'article L. 821-6 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

- ④ « Aux fins du respect des obligations qui leur incombent au titre de l'article 26, paragraphe 1, point b, de la convention signée à Schengen le 19 juin 1990, les transporteurs utilisent le service internet mentionné à l'article 13 du règlement (UE) 2017/2226 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2017 portant création d'un système d'entrée/de sortie (EES) pour enregistrer les données relatives aux entrées, aux sorties et aux refus d'entrée concernant les ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures des États membres et portant détermination des conditions d'accès à l'EES à des fins répressives, et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et les règlements (CE) n° 767/2008 et (UE) n° 1077/2011 et à l'article 45 du règlement (UE) 2018/1240 du Parlement européen et du Conseil du 12 septembre 2018 portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) et modifiant les règlements (UE) n° 1077/2011, (UE) n° 515/2014, (UE) 2016/399, (UE) 2016/1624 et (UE) 2017/2226, afin d'effectuer les vérifications nécessaires. »

Article 16 bis A

(Non modifié)

- ① Le chapitre II du titre III du livre II du code de la sécurité intérieure est ainsi modifié :
- ② 1° Au 3° de l'article L. 232-1, après le mot : « passagers », sont insérés les mots : « et aux membres d'équipage, aux personnels à bord d'un train ou aux gens de mer » ;
- ③ 2° L'article L. 232-4 est ainsi modifié :
- ④ a) Le deuxième alinéa est complété par les mots : « , telles que les données relatives aux membres d'équipage » ;
- ⑤ b) L'avant-dernier alinéa est complété par les mots : « , telles que les données relatives aux gens de mer » ;
- ⑥ 3° À la fin du premier alinéa de l'article L. 232-5, les mots : « méconnaître les obligations fixées à l'article L. 232-4 » sont remplacés par les mots : « transmettre aux services du ministère de l'intérieur des données inexploitable en raison du non-respect du format requis fixé par décret en Conseil d'État ou incomplètes ou manifestement fausses ou de ne pas transmettre les données mentionnées à l'article L. 232-4 à ces mêmes services » ;

- ⑦ 4° À la première phrase du premier alinéa du II de l'article L. 232-7, après le mot : « passagers », sont insérés les mots : « et aux membres d'équipage » ;
- ⑧ 5° Les premier à quatrième alinéas du II de l'article L. 232-7-1 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑨ « II. – Pour la mise en œuvre du traitement mentionné au I du présent article, les exploitants de navire recueillent et transmettent les données d'enregistrement relatives aux passagers et aux gens de mer qui voyagent, à destination et en provenance du territoire national, à bord d'un navire effectuant des voyages internationaux, au sens du code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires. »

Article 16 bis B (nouveau)

- ① Le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° Au 1° de l'article L. 311-1, après la première occurrence du mot : « des », sont insérés les mots : « documents et » ;
- ③ 2° Au 2° de l'article L. 311-2, les mots : « sur le territoire français » sont supprimés.

Article 16 bis

(Non modifié)

- ① Le livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° La seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 332-2 est supprimée ;
- ③ 2° L'article L. 333-2 est ainsi modifié :
- ④ a) Le premier alinéa est supprimé ;
- ⑤ b) À la fin du deuxième alinéa, les mots : « du même délai » sont remplacés par les mots : « d'un délai d'un jour franc » ;
- ⑥ 3° La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 352-3 est supprimée ;

- ⑦ 4° Au début du 2° de l'article L. 361-4, les mots : « La seconde phrase de l'article L. 332-2 et l'article L. 333-2 ne sont pas applicables » sont remplacés par les mots : « L'article L. 333-2 n'est pas applicable ».

Article 17

- ① L'article L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° À la fin du premier alinéa, les mots : « , à l'exclusion des voitures particulières » sont supprimés ;
- ③ 2° (*Supprimé*)

Article 18

- ① Le titre I^{er} du livre VI du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° (*Supprimé*)
- ③ 2° La section 2 du chapitre II est ainsi modifiée :
- ④ a) Le second alinéa de l'article L. 612-6 est ainsi modifié :
- ⑤ – le mot : « trois » est remplacé par le mot : « cinq » ;
- ⑥ – sont ajoutés les mots : « , et dix ans en cas de menace grave pour l'ordre public » ;
- ⑦ b) Au second alinéa des articles L. 612-7 et L. 612-8, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « cinq » ;
- ⑧ 3° (*nouveau*) La section 4 du chapitre III est complétée par un article L. 613-9 ainsi rédigé :
- ⑨ « Art. L. 613-9. – Les motifs de la décision d'interdiction de retour sur le territoire français donnent lieu à un réexamen tous les cinq ans à compter de sa date d'édiction. L'autorité compétente tient compte de l'évolution de la menace pour l'ordre public que constitue la présence de l'intéressé en France, des changements intervenus dans sa situation personnelle et familiale et des garanties de réinsertion professionnelle ou sociale qu'il présente, en vue de prononcer éventuellement l'abrogation de cette décision. L'étranger peut présenter des observations écrites.

- ⑩ « À défaut de notification à l'intéressé d'une décision explicite d'abrogation dans un délai de deux mois, ce réexamen est réputé avoir conduit à une décision implicite de ne pas abroger. Cette décision est susceptible de recours. »

Article 18 bis

(Non modifié)

- ① Au début du chapitre II du titre I^{er} du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est ajouté un article L. 312-1 A ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 312-1 A.* – Sans préjudice des conditions mentionnées à l'article L. 311-2, les visas mentionnés aux articles L. 312-1 à L. 312-4 ne sont pas délivrés à l'étranger qui a fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français depuis moins de cinq ans et n'apporte pas la preuve qu'il a quitté le territoire français dans le délai qui lui a été accordé au titre de l'article L. 612-1 ou, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'article L. 612-2.
- ③ « Dans le cas où des circonstances humanitaires de même nature que celles prises en compte pour l'application des articles L. 612-6 et L. 612-7 sont constatées à l'issue d'un examen individuel de la situation de l'étranger, le premier alinéa du présent article n'est pas applicable. »

TITRE IV

ENGAGER UNE RÉFORME STRUCTURELLE DU SYSTÈME DE L'ASILE

Article 19

- ① I. – Après le chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un chapitre I^{er} bis ainsi rédigé :

- ② « CHAPITRE I^{ER} BIS
- ③ « *France asile*
- ④ « Art. L. 121-17. – Des pôles territoriaux dénommés « France asile » peuvent être créés sur l'ensemble du territoire français en vue d'effectuer :
- ⑤ « 1° L'enregistrement de la demande d'asile par l'autorité compétente, conformément au chapitre I^{er} du titre II du livre V ;
- ⑥ « 2° L'octroi des conditions matérielles d'accueil du demandeur d'asile prévues au titre V du même livre V ainsi que l'évaluation de sa vulnérabilité et de ses besoins particuliers par l'Office français de l'immigration et de l'intégration, conformément aux articles L. 522-1 à L. 522-5 ;
- ⑦ « 3° L'introduction de la demande d'asile auprès de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides, dans les conditions prévues à l'article L. 531-2. Lors de l'introduction de sa demande, le demandeur d'asile transmet des informations sommaires sur les raisons justifiant cette demande, qui sont enregistrées par le représentant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Ces informations sont complétées de tout élément ou pièce utile jusqu'à l'entretien personnel mentionné à l'article L. 531-12, qui ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai raisonnable à compter de l'introduction de la demande d'asile ;
- ⑧ « 4° L'entretien personnel prévu aux articles L. 531-12 à L. 531-21, lorsque cet entretien est mené par un moyen de télécommunication audiovisuelle dans les conditions prévues à l'article L. 531-21 ou dans le cadre d'une mission déconcentrée prévue à l'article L. 121-11. » ;
- ⑨ II. – Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ⑩ 1° Le premier alinéa de l'article L. 521-6 est ainsi rédigé :
- ⑪ « Après l'enregistrement de sa demande, l'étranger est informé, dans les meilleurs délais, des langues dans lesquelles il peut être entendu lors de l'entretien personnel prévu à l'article L. 531-12. » ;
- ⑫ 2° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 531-2, les mots : « un délai fixé », sont remplacés par les mots : « des conditions fixées » ;
- ⑬ 3° Le second alinéa de l'article L. 531-21 est ainsi modifié :

- ⑭ a) Les mots : « cas et les conditions dans lesquels » sont remplacés par les mots : « conditions dans lesquelles » ;
- ⑮ a bis) (*nouveau*) Le mot : « communication » est remplacé par le mot : « télécommunication » ;
- ⑯ b) Après le mot : « demandeur », sont insérés les mots : « ou dans les cas prévus aux 1° et 2° de l'article L. 531-32 » ;
- ⑰ 4° Le 2° de l'article L. 531-32 est ainsi rédigé :
- ⑱ « 2° Lorsque le demandeur bénéficie dans un État tiers du statut de réfugié ou d'une protection équivalente, notamment en ce qui concerne le respect du principe de non-refoulement, à la condition, dans l'un et l'autre cas, que la protection soit effective et que le demandeur soit effectivement réadmissible dans cet État tiers ; ».

Article 19 bis A

(Non modifié)

- ① La section 4 du chapitre I^{er} du titre III du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifiée :
- ② 1° À la première phrase de l'article L. 531-36, les mots : « peut clôturer » sont remplacés par le mot : « clôture » ;
- ③ 2° L'article L. 531-38 est complété par un 4° ainsi rédigé :
- ④ « 4° Le demandeur a abandonné, sans motif légitime, le lieu où il était hébergé en application de l'article L. 552-8. » ;
- ⑤ 3° Au second alinéa de l'article L. 531-39, les mots : « le cas prévu au 3° » sont remplacés par les mots : « les cas prévus aux 3° et 4° ».

Article 19 bis B

(Supprimé)

Article 19 bis C

- ① Le chapitre I^{er} du titre VI du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

- ② 1° L'article L. 561-2 est ainsi modifié :
- ③ a) À la fin du 3°, les mots : « dépassé leur dix-neuvième anniversaire » sont remplacés par les mots : « atteint leur dix-huitième anniversaire ; en cas d'adoption, seuls sont éligibles à la réunification familiale les enfants dont le lien de filiation avec le réfugié ou le bénéficiaire de la protection subsidiaire a été établi par un jugement antérieur à l'introduction de la demande d'asile » ;
- ④ b) À l'avant-dernier alinéa , les mots : « non marié » sont remplacés par les mots : « non accompagné défini au f de l'article 2 de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial » ;
- ⑤ c) Après le mot : « date », la fin du dernier alinéa est ainsi rédigée : « de la demande de visa prévue à l'article L. 561-5. Par dérogation, les enfants du réfugié qui ont atteint l'âge de dix-huit ans après l'introduction de la demande d'asile peuvent présenter une demande de visa sur le fondement du présent article dans le délai de trois mois à compter de l'obtention du statut de réfugié par leur parent. » ;
- ⑥ 2° L'article L. 561-3 est complété par un 3° ainsi rédigé :
- ⑦ « 3° Au conjoint, au partenaire d'union civile, au concubin ou à l'enfant ayant cessé d'entretenir avec le réfugié ou le bénéficiaire de la protection subsidiaire des relations suffisamment stables et continues pour former avec lui une famille. Sont notamment exclus du bénéfice de la présente section les enfants ayant constitué leur propre cellule familiale. » ;
- ⑧ 3° L'article L. 561-4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑨ « Par dérogation au deuxième alinéa du présent article, le droit du réfugié ou du bénéficiaire de la protection subsidiaire à être rejoint par les membres de sa famille est soumis au chapitre IV du titre III du livre IV du présent code si la demande de visa prévue à l'article L. 561-5 n'a pas été introduite dans le délai de dix-huit mois à compter de l'octroi du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire. Le présent alinéa n'est pas applicable si le réfugié ou le bénéficiaire de la protection subsidiaire est un mineur. »

Article 19 bis

- ① La sous-section 3 de la section 3 du chapitre I^{er} du titre V du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifiée :
- ② 1° Le premier alinéa de l'article L. 551-15 est ainsi modifié :
- ③ a) Les mots : « peuvent être » sont remplacés par le mot : « sont » ;
- ④ b) (*nouveau*) Sont ajoutés les mots : « et dans le respect de l'article 20 de la directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale » ;
- ⑤ 2° Le premier alinéa de l'article L. 551-16 est ainsi modifié :
- ⑥ a) Les mots : « peut être » sont remplacés par le mot : « est » ;
- ⑦ b) (*nouveau*) Sont ajoutés les mots : « et dans le respect de l'article 20 de la directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale ».

Article 19 ter AA (*nouveau*)

À l'article L. 551-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, après la dernière occurrence du mot : « région », sont insérés les mots : « dans un des lieux d'hébergement mentionnés à l'article L. 552-1 ».

Article 19 ter AB (*nouveau*)

Au troisième alinéa de l'article L. 160-1 du code de la sécurité sociale, après le mot : « France », sont insérés les mots : « depuis au moins six mois ».

Articles 19 ter A et 19 ter

(*Supprimés*)

Article 19 quater

- ① Le titre V du livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 551-12 est ainsi modifié :
- ③ a) Les mots : « et les personnes ayant fait l'objet d'une décision de rejet définitive » sont supprimés ;
- ④ b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Sauf décision motivée de l'autorité administrative se fondant notamment sur l'appréciation de la vulnérabilité de la personne, les personnes ayant fait l'objet d'une décision de rejet définitive de leur demande d'asile ne peuvent pas s'y maintenir. » ;
- ⑤ 2° Les deux premiers alinéas de l'article L. 552-15 sont remplacés par trois alinéas ainsi rédigés :
- ⑥ « L'autorité administrative compétente ou le gestionnaire du lieu d'hébergement saisit le juge, après mise en demeure restée infructueuse, afin qu'il soit enjoint à l'occupant d'un lieu d'hébergement pour demandeur d'asile de l'évacuer :
- ⑦ « 1° Lorsqu'il est mis fin à l'hébergement dans les conditions prévues aux articles L. 551-11 à L. 551-14 ;
- ⑧ « 2° En cas de comportement violent ou de manquements graves au règlement du lieu d'hébergement. »

Article 20

- ① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° La section 2 du chapitre unique du titre III du livre I^{er} est ainsi rédigée :
- ③ « *Section 2*
- ④ « *Organisation et fonctionnement*
- ⑤ « *Art. L. 131-3.* – Les formations de jugement de la Cour nationale du droit d'asile sont regroupées en chambres, elles-mêmes regroupées en sections. Le nombre de sections et de chambres est fixé par décret en Conseil d'État.

- ⑥ « La Cour peut comprendre, en dehors de son siège, des chambres territoriales. Le siège et le ressort des chambres sont fixés par décret en Conseil d'État.
- ⑦ « Le président de la Cour affecte les membres des formations de jugement dans les chambres.
- ⑧ « Il peut en outre spécialiser les chambres en fonction du pays d'origine et des langues utilisées.
- ⑨ « *Art. L. 131-4.* – Les membres de la Cour nationale du droit d'asile ne peuvent exercer leurs fonctions au delà de l'âge de soixante-quinze ans.
- ⑩ « La durée du mandat des membres de la Cour nationale du droit d'asile est fixée par décret en Conseil d'État.
- ⑪ « Tous les membres des formations de jugement participent à plus de douze journées d'audience par an.
- ⑫ « *Art. L. 131-5.* – Chaque formation de jugement de la Cour nationale du droit d'asile est présidée par un magistrat permanent affecté dans la juridiction ou par un magistrat non permanent ayant au moins six mois d'expérience en formation collégiale à la Cour, nommé :
- ⑬ « 1° Soit par le vice-président du Conseil d'État parmi les membres du Conseil d'État ou du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, en activité ou honoraires, ou parmi les membres du Conseil d'État ou du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel à la retraite disposant d'une compétence particulière en matière de droit d'asile ;
- ⑭ « 2° Soit par le premier président de la Cour des comptes parmi les magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes, en activité ou honoraires, ou parmi les magistrats de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes à la retraite disposant d'une compétence particulière en matière de droit d'asile ;
- ⑮ « 3° Soit par le ministre de la justice parmi les magistrats du siège en activité et les magistrats honoraires de l'ordre judiciaire, ou parmi les magistrats de l'ordre judiciaire à la retraite disposant d'une compétence particulière en matière de droit d'asile.

- ⑯ « *Art. L. 131-6.* – Lorsqu'elle siège en formation collégiale, la formation de jugement comprend, outre son président, les membres suivants :
- ⑰ « 1° Un deuxième membre choisi parmi les personnes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 131-5 ou une personnalité qualifiée de nationalité française nommée par le vice-président du Conseil d'État en raison de ses compétences dans le domaine juridique ou géopolitique ;
- ⑱ « 2° Une personnalité qualifiée de nationalité française nommée par le vice-président du Conseil d'État, en raison de ses compétences dans les domaines juridique et géopolitique, sur proposition du représentant en France du haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
- ⑲ « *Art. L. 131-7.* – À moins que le requérant ne soit mineur ou que, de sa propre initiative ou à la demande du requérant, le président de la Cour nationale du droit d'asile ou le président de formation de jugement désigné à cette fin décide, à tout moment de la procédure, d'inscrire l'affaire devant une formation collégiale ou de la lui renvoyer s'il estime qu'elle pose une question qui le justifie, les décisions de la Cour nationale du droit d'asile sont rendues par le président de la formation de jugement statuant seul.
- ⑳ « *Art. L. 131-8.* – Le rapport d'activité de la Cour nationale du droit d'asile est rendu public. Il comprend notamment des données quantitatives et qualitatives présentées par sexe et les actions de formation des agents et des membres des formations de jugement, en particulier sur les persécutions en raison du sexe.
- ㉑ « *Art. L. 131-9.* – Les modalités d'application de la présente section sont fixées par décret en Conseil d'État. » ;
- ㉒ 2° L'article L. 532-6 est ainsi modifié :
- ㉓ a) À la première phrase, les mots : « en formation collégiale, » sont supprimés ;
- ㉔ b) À la deuxième phrase, les mots : « le président de la cour ou le président de formation de jugement qu'il désigne à cette fin » sont remplacés par les mots : « la cour » ;
- ㉕ c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

- ②⑥ « Lorsqu'elle statue en formation collégiale dans les conditions prévues à l'article L. 131-7, la Cour nationale du droit d'asile statue dans le délai mentionné à la première phrase du premier alinéa du présent article. » ;
- ②⑦ 3° L'article L. 532-7 est abrogé ;
- ②⑧ 4° À la fin du premier alinéa de l'article L. 532-8, les mots : « L. 532-6 et L. 532-7 » sont remplacés par les mots : « L. 131-6 et L. 131-7 ».

Article 20 bis

- ① L'article L. 532-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ② « Le président de la formation de jugement suspend, de sa propre initiative ou à la demande des parties, l'audience lorsqu'il constate que la qualité de la retransmission ne permet pas à l'étranger ou à son conseil de présenter ses explications dans des conditions garantissant une bonne administration de la justice. »

TITRE V

SIMPLIFIER LES RÈGLES DU CONTENTIEUX RELATIF À L'ENTRÉE, AU SÉJOUR ET À L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS

CHAPITRE I^{ER}

Contentieux administratif

Article 21

- ① I. – Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par un livre IX ainsi rédigé :

②

« *LIVRE IX*

③

« **PROCÉDURES CONTENTIEUSES DEVANT LE JUGE
ADMINISTRATIF**

④

« *Art. L. 900-1.* – Les recours ouverts devant la juridiction administrative contre les décisions prévues au présent code sont régis par le code de justice administrative, sous réserve des dispositions du présent code.

⑤

« *Art. L. 900-2.* – Conformément à l'article L. 271-1, le présent livre est applicable à l'étranger dont la situation est régie par le livre II.

⑥

« *TITRE I^{ER}*

⑦

« **PROCÉDURE COLLÉGIALE SPÉCIALE**

⑧

« *Art. L. 911-1.* – Lorsqu'une disposition du présent code prévoit qu'une décision peut être contestée selon la procédure prévue au présent article, le tribunal administratif peut être saisi dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision. Sous réserve des troisième et avant-dernier alinéas du présent article, il statue dans un délai de six mois à compter de l'introduction du recours.

⑨

« L'étranger peut demander le bénéfice de l'aide juridictionnelle, au plus tard lors de l'introduction de son recours.

⑩

« Si, en cours d'instance, l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1, le tribunal administratif statue dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle cette décision lui est notifiée par l'autorité administrative.

⑪

« Si, en cours d'instance, l'étranger est placé en rétention administrative, le tribunal administratif statue dans un délai de cent quarante-quatre heures à compter de la date à laquelle cette décision lui est notifiée par l'autorité administrative.

⑫

« Dans les cas prévus aux troisième et avant-dernier alinéas du présent article, l'affaire est jugée dans les conditions prévues au chapitre II du titre II du présent livre.

⑬

« TITRE II

⑭

« PROCÉDURES À JUGE UNIQUE

⑮

« CHAPITRE I^{ER}

⑯

« Délais de recours et de jugement

⑰

« Art. L. 921-1. – Lorsqu'une disposition du présent code prévoit qu'une décision peut être contestée selon la procédure prévue au présent article, le tribunal administratif peut être saisi dans le délai de soixante-douze heures à compter de la notification de la décision. Sous réserve des articles L. 921-4 et L. 921-5, il statue dans un délai de six semaines à compter de l'introduction du recours.

⑱

« Art. L. 921-2. – Lorsqu'une disposition du présent code prévoit qu'une décision peut être contestée selon la procédure prévue au présent article, le tribunal administratif peut être saisi dans le délai de sept jours à compter de la notification de la décision. Sous réserve de l'article L. 921-5, il statue dans un délai de quinze jours à compter de l'introduction du recours.

⑲

« Art. L. 921-3. – Lorsqu'une disposition du présent code prévoit qu'une décision peut être contestée selon la procédure prévue au présent article, le tribunal administratif peut être saisi dans le délai de quarante-huit heures à compter de la notification de la décision. Sous réserve de l'article L. 921-4, il statue dans un délai de quatre-vingt-seize heures à compter de l'expiration du délai de recours.

⑳

« Art. L. 921-4. – Si, en cours d'instance, l'étranger ayant formé un recours relevant des articles L. 921-1 ou L. 921-3 est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1, le tribunal administratif statue dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle cette décision lui est notifiée par l'autorité administrative.

㉑

« Art. L. 921-5. – Si, en cours d'instance, l'étranger ayant formé un recours relevant des articles L. 921-1 ou L. 921-2 est placé en rétention administrative, le tribunal administratif statue dans un délai de cent quarante-quatre heures à compter de la date à laquelle cette décision lui est notifiée par l'autorité administrative.

22

« CHAPITRE II

23

« Règles de procédure

24

« Art. L. 922-1. – Lorsque le recours relève du chapitre I^{er} du présent titre, l'affaire est jugée dans les conditions prévues au présent chapitre.

25

« Il en est de même lorsque le recours relève de l'article L. 911-1 et que le délai de jugement est abrégé en application des troisième ou avant-dernier alinéas du même article L. 911-1.

26

« Art. L. 922-2. – Le recours est jugé par le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il désigne à cette fin parmi les membres du tribunal ou parmi les magistrats honoraires inscrits sur la liste mentionnée à l'article L. 222-2-1 du code de justice administrative.

27

« L'étranger peut demander au président du tribunal administratif ou au magistrat désigné le concours d'un interprète et la communication du dossier contenant les pièces sur la base desquelles la décision contestée a été prise.

28

« L'audience est publique. Elle se déroule sans conclusions du rapporteur public, en présence de l'intéressé, sauf si celui-ci, dûment convoqué, ne se présente pas. L'étranger est assisté de son conseil s'il en a un. Il peut demander au président du tribunal administratif ou au magistrat désigné qu'il lui en soit désigné un d'office.

29

« Art. L. 922-3. – Lorsque l'étranger est placé ou maintenu en rétention administrative ou en zone d'attente, l'audience se tient dans la salle d'audience attribuée au ministère de la justice spécialement aménagée à proximité immédiate, selon le cas, du lieu de rétention ou de la zone d'attente.

30

« Le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné peut toutefois siéger dans les locaux du tribunal. Afin d'assurer une bonne administration de la justice et de permettre à l'étranger de présenter ses explications, les deux salles d'audience sont alors ouvertes au public et reliées entre elles en direct par un moyen de télécommunication audiovisuelle garantissant la confidentialité et la qualité de la transmission.

31

« Dans le cas mentionné au deuxième alinéa, le conseil de l'étranger, de même que le représentant de l'administration, peut assister à l'audience dans l'une ou l'autre salle. Il a le droit de s'entretenir avec son client de manière confidentielle. Une copie de l'intégralité du dossier est mise à disposition du requérant. Un procès-verbal est établi dans chacune des salles d'audience

attestant de la conformité des opérations effectuées en application du présent article.

③② « Le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné suspend l’audience lorsqu’il constate que la qualité de la retransmission ne permet pas à l’étranger de présenter ses explications dans des conditions garantissant une bonne administration de la justice.

③③ « Par dérogation au premier alinéa, lorsqu’aucune salle d’audience n’a été spécialement aménagée à proximité immédiate, selon le cas, du lieu de rétention ou de la zone d’attente ou en cas d’indisponibilité de cette salle, l’audience se tient soit au tribunal administratif compétent soit dans des locaux affectés à un usage juridictionnel judiciaire proches du lieu de rétention ou de la zone d’attente. »

③④ II. – Le livre II du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile est ainsi modifié :

③⑤ 1° L’article L. 251-7 est ainsi modifié :

③⑥ a) À la fin de la première phrase, les mots : « au chapitre IV du titre I^{er} du livre VI » sont remplacés par les mots : « aux articles L. 614-1 à L. 614-3 » ;

③⑦ b) La seconde phrase est supprimée ;

③⑧ 2° Après le titre VII, il est inséré un titre VII *bis* ainsi rédigé :

③⑨ « *TITRE VII BIS*

④① « *PROCÉDURE CONTENTIEUSE*

④① « *Art. L. 271-1.* – Sont applicables aux étrangers dont la situation est régie par le présent livre les dispositions du livre IX. »

④② III. – (*Non modifié*) Le chapitre II du titre V du livre III du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile est ainsi modifié :

④③ 1° L’article L. 352-4 est ainsi rédigé :

④④ « *Art. L. 352-4.* – La décision de refus d’entrée sur le territoire français au titre de l’asile et la décision de transfert mentionnée à l’article L. 572-1 qui l’accompagne le cas échéant peuvent être contestées devant le tribunal administratif selon la procédure prévue à l’article L. 921-3. » ;

④⑤ 2° Les articles L. 352-5 et L. 352-6 sont abrogés.

- ④⑥ IV. – (*Non modifié*) Le livre V du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ④⑦ 1° Le titre V est complété par un chapitre V ainsi rédigé :
- ④⑧ « CHAPITRE V
- ④⑨ « *Procédure contentieuse*
- ④⑩ « *Art. L. 555-1.* – Les décisions qui refusent, totalement ou partiellement, au demandeur d'asile le bénéfice des conditions matérielles d'accueil ou qui y mettent fin, totalement ou partiellement, peuvent être contestées devant le tribunal administratif selon la procédure prévue à l'article L. 921-2. » ;
- ④⑪ 2° L'article L. 572-4 est ainsi rédigé :
- ④⑫ « *Art. L. 572-4.* – Sans préjudice de l'article L. 352-4, la décision de transfert mentionnée à l'article L. 572-1 peut être contestée devant le tribunal administratif selon la procédure prévue à l'article L. 921-2 ou, lorsque l'étranger est placé en rétention administrative, selon la procédure prévue à l'article L. 921-3. » ;
- ④⑬ 3° Les articles L. 572-5 et L. 572-6 sont abrogés.
- ④⑭ V. – Le livre VI du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ④⑮ 1° La section 2 du chapitre III du titre I^{er} est complétée par un article L. 613-5-1 ainsi rédigé :
- ④⑯ « *Art. L. 613-5-1.* – En cas de détention de l'étranger, celui-ci est informé dans une langue qu'il comprend, dès la notification de la décision portant obligation de quitter le territoire français, qu'il peut, avant même l'introduction de sa requête, demander au président du tribunal administratif l'assistance d'un interprète ainsi que d'un conseil. » ;
- ④⑰ 2° Le chapitre IV du même titre I^{er} est ainsi modifié :
- ④⑱ a) La section 1 est ainsi rédigée :

59

« Section I

60

« Dispositions générales

61

« Art. L. 614-1. – La décision portant obligation de quitter le territoire français ainsi que la décision relative au séjour, la décision relative au délai de départ volontaire et l'interdiction de retour sur le territoire français qui l'accompagnent, le cas échéant, peuvent être contestées devant le tribunal administratif selon la procédure prévue à l'article L. 911-1 ou, lorsqu'aucun délai de départ volontaire n'a été accordé à l'étranger, selon la procédure prévue à l'article L. 921-1.

62

« Par dérogation au premier alinéa du présent article, lorsque la décision portant obligation de quitter le territoire français est prise en application du 4° de l'article L. 611-1, cette décision et les autres décisions mentionnées au premier alinéa du présent article qui l'accompagnent le cas échéant, peuvent être contestées selon la procédure prévue à l'article L. 921-2.

63

« Art. L. 614-2. – Par dérogation à l'article L. 614-1, lorsque l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1, la décision portant obligation de quitter le territoire français ainsi que la décision relative au séjour, la décision relative au délai de départ volontaire et l'interdiction de retour sur le territoire français qui l'accompagnent, le cas échéant, peuvent être contestées devant le tribunal administratif selon la procédure prévue à l'article L. 921-2.

64

« Lorsque l'étranger est placé en rétention administrative, ces décisions peuvent être contestées devant le tribunal administratif selon la procédure prévue à l'article L. 921-3.

65

« Art. L. 614-3. – Lorsque l'étranger faisant l'objet d'une décision portant obligation de quitter le territoire français est détenu et qu'il apparaît, en cours d'instance, qu'il est susceptible d'être libéré avant que le juge statue, l'autorité administrative en informe le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné. Par dérogation au livre IX, il est alors statué sur le recours dirigé contre la décision portant obligation de quitter le territoire français et contre la décision relative au séjour, la décision relative au délai de départ volontaire et l'interdiction de retour sur le territoire français qui l'accompagnent le cas échéant dans un délai de huit jours à compter de l'information du tribunal par l'autorité administrative.

66

« Art. L. 614-4. – L'interdiction de retour sur le territoire français édictée en application de l'article L. 612-7 postérieurement à la décision portant obligation de quitter le territoire français peut être contestée devant

le tribunal administratif selon la procédure prévue à l'article L. 921-2 ou, lorsque l'étranger est placé en rétention administrative, selon la procédure prévue à l'article L. 921-3.

- ⑥7 « Lorsque le tribunal administratif est saisi de requêtes distinctes tendant l'une à l'annulation d'une décision portant obligation de quitter le territoire français et l'autre à l'annulation d'une interdiction de retour sur le territoire français édictée postérieurement en application de l'article L. 612-7, il statue par une seule décision, dans le délai prévu pour statuer sur l'obligation de quitter le territoire français. » ;
- ⑥8 a bis) Les sections 2 à 4 sont abrogées ;
- ⑥9 b) À la fin de l'article L. 614-19, les mots : « selon la procédure prévue aux articles L. 614-7 à L. 614-13 » sont supprimés ;
- ⑦0 3° L'article L. 615-2 est ainsi rédigé :
- ⑦1 « *Art. L. 615-2.* – Lorsque l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1, la décision prévue à l'article L. 615-1 peut être contestée selon la procédure prévue à l'article L. 921-2.
- ⑦2 « Lorsque l'étranger est placé en rétention administrative, cette décision peut être contestée selon la procédure prévue à l'article L. 921-3. » ;
- ⑦3 4° L'article L. 623-1 est ainsi rédigé :
- ⑦4 « *Art. L. 623-1.* – Lorsque l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1, la décision de remise et l'interdiction de circulation sur le territoire français qui l'accompagne, le cas échéant, peuvent être contestées selon la procédure prévue à l'article L. 921-2.
- ⑦5 « Lorsque l'étranger est placé en rétention administrative, ces décisions peuvent être contestées selon la procédure prévue à l'article L. 921-3. »
- ⑦6 VI. – Le livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ⑦7 1° L'article L. 721-5 est ainsi rédigé :
- ⑦8 « *Art. L. 721-5.* – La décision fixant le pays de renvoi peut être contestée selon la même procédure que la décision portant obligation de quitter le territoire français, l'interdiction de retour sur le territoire français, la décision de mise en œuvre d'une décision prise par un autre État ou l'interdiction de circulation sur le territoire français qu'elle vise à exécuter.

- 79) « Lorsque la décision fixant le pays de renvoi vise à exécuter une peine d'interdiction du territoire français et que l'étranger est assigné à résidence en application de l'article L. 731-1, elle peut être contestée selon la procédure prévue à l'article L. 921-2. Lorsque l'étranger est placé en rétention administrative, elle peut être contestée selon la procédure prévue à l'article L. 921-3.
- 80) « La décision fixant le pays de renvoi peut être contestée dans le même recours que la décision d'éloignement qu'elle vise à exécuter. Lorsqu'elle a été notifiée après la décision d'éloignement, la décision fixant le pays de renvoi peut être contestée alors même que la légalité de la décision d'éloignement a déjà été confirmée par le juge administratif ou ne peut plus être contestée. » ;
- 81) 1° *bis* Au 1° de l'article L. 731-1, les mots : « d'un an » sont remplacés par les mots : « de deux ans » ;
- 82) 2° L'article L. 732-8 est ainsi rédigé :
- 83) « Art. L. 732-8. – La décision d'assignation à résidence prise en application des 1°, 2°, 3°, 4° ou 5° de l'article L. 731-1 peut être contestée selon la procédure prévue à l'article L. 921-2.
- 84) « Elle peut être contestée dans le même recours que la décision d'éloignement qu'elle accompagne. Lorsqu'elle a été notifiée après la décision d'éloignement, elle peut être contestée alors même que la légalité de la décision d'éloignement a déjà été confirmée par le juge administratif ou ne peut plus être contestée. » ;
- 85) 3° Le titre V est ainsi modifié :
- 86) a) À l'article L. 752-6, les mots : « de l'article L. 614-1 », sont remplacés par les mots : « des articles L. 614-1 ou L. 614-2 » ;
- 87) b) L'article L. 752-7 est ainsi modifié :
- 88) – les mots : « , dans un délai de quarante-huit heures suivant la notification de la décision d'assignation à résidence ou de placement en rétention, » sont supprimés ;
- 89) – sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Cette demande est présentée et jugée selon la procédure prévue à l'article L. 921-2 en cas d'assignation à résidence ou selon la procédure prévue à l'article L. 921-3 en cas de rétention administrative. Les délais pour saisir le tribunal administratif

fixés aux mêmes articles L. 921-2 et L. 921-3 courent à compter de la notification à l'étranger de la décision d'assignation à résidence ou de placement en rétention. » ;

- 90) c) À l'article L. 752-8, les mots : « de quarante-huit heures mentionné » sont remplacés par les mots : « imparti pour saisir le tribunal administratif de la demande prévue » ;
- 91) d) L'article L. 752-9 est abrogé ;
- 92) e) À l'article L. 752-10, les mots : « des articles L. 752-7 à L. 752-9 » sont remplacés par les mots : « de la présente sous-section » ;
- 93) f) L'article L. 753-7 est ainsi modifié :
- 94) – les mots : « , dans les quarante-huit heures suivant la notification de cette décision, » sont supprimés ;
- 95) – sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Cette demande est présentée et jugée selon la procédure prévue à l'article L. 921-2 ou, en cas de rétention administrative, selon la procédure prévue à l'article L. 921-3. Les délais pour saisir le tribunal administratif fixés aux mêmes articles L. 921-2 et L. 921-3 courent à compter de la notification à l'étranger de la décision de l'office. » ;
- 96) g) À l'article L. 753-8, les mots : « de quarante-huit heures mentionné » sont remplacés par les mots : « imparti pour saisir le tribunal administratif de la demande prévue » ;
- 97) h) L'article L. 753-9 est abrogé ;
- 98) i) Les trois premiers alinéas de l'article L. 754-4 sont ainsi rédigés :
- 99) « L'étranger peut, selon la procédure prévue à l'article L. 921-3, demander l'annulation de la décision de maintien en rétention prévue à l'article L. 754-3 afin de contester les motifs retenus par l'autorité administrative pour estimer que sa demande d'asile a été présentée dans le seul but de faire échec à l'exécution de la décision d'éloignement.
- 100) « Le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné statue après la notification de la décision de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides relative au demandeur.
- 101) « Si l'étranger a formé un recours contre la décision portant obligation de quitter le territoire français dont il fait l'objet et que le président du

tribunal administratif ou le magistrat désigné n'a pas encore statué sur ce premier recours, il statue sur les deux contestations par une seule décision. »

Article 22

(Non modifié)

- ① Le code de justice administrative est ainsi modifié :
- ② 1° Au 3° de l'article L. 222-2-1, les mots : « dont le tribunal est saisi en application des articles L. 614-8, L. 614-15 ou L. 732-8 » sont remplacés par les mots : « jugés selon les modalités prévues au chapitre II du titre II du livre IX » ;
- ③ 2° Le chapitre VI du titre VII du livre VII est ainsi rédigé :
- ④ *« CHAPITRE VI*
- ⑤ *« Le contentieux des décisions relatives à l'entrée, au séjour et à l'éloignement des étrangers*
- ⑥ *« Art. L. 776-1. – Les modalités selon lesquelles sont présentés et jugés les recours formés devant la juridiction administrative contre les décisions relatives à l'entrée, au séjour et à l'éloignement des étrangers obéissent, lorsque les dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile le prévoient, aux règles spéciales définies au livre IX du même code. » ;*
- ⑦ 3° Les chapitres VII à VII *quater* du même titre VII sont abrogés.

Article 23

(Non modifié)

- ① I. – La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique est ainsi modifiée :
- ② 1° Au quatrième alinéa de l'article 3, les mots : « L. 222-1 à L. 222-6, L. 312-2, L. 511-1, L. 511-3-1, L. 511-3-2, L. 512-1 à L. 512-4, L. 522-1, L. 522-2, L. 552-1 à L. 552-10 et L. 742-4 » sont remplacés par les mots : « L. 251-1 à L. 251-8, L. 342-5 à L. 342-15, L. 432-15, L. 572-4, L. 572-7, L. 611-1 à L. 612-12, L. 614-1 à L. 614-4, L. 632-1, L. 632-2 et L. 743-3 à L. 743-23 » et la seconde occurrence des mots : « L. 512-1 à L. 512-4 » est remplacée par les mots : « L. 614-1 à L. 614-4 » ;

- ③ 2° À la troisième phrase de l'article 9-4, les mots : « premier alinéa de l'article L. 731-2 » sont remplacés par les mots : « second alinéa de l'article L. 532-1 » ;
- ④ 3° Au quatrième alinéa de l'article 16, la référence : « L. 732-1 » est remplacée par la référence : « L. 131-3 ».
- ⑤ II. – Le chapitre III *ter* du titre VII du livre VII du code de justice administrative est complété par un article L. 773-11 ainsi rédigé :
- ⑥ « Art. L. 773-11. – I. – Le présent article est applicable au contentieux des décisions administratives prononcées sur le fondement des articles L. 212-1, L. 224-1, L. 225-1 à L. 225-8, L. 227-1 et L. 228-1 à L. 228-7 du code de la sécurité intérieure, de l'article L. 562-2 du code monétaire et financier, des articles L. 222-1, L. 312-1 et L. 312-3, L. 321-1, L. 332-1, L. 432-1 et L. 432-4, L. 511-7, L. 512-2 à L. 512-4, L. 631-1 à L. 631-4, L. 731-3 et L. 731-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et des articles 21-4 et 21-27 du code civil, dès lors qu'elles sont fondées sur des motifs en lien avec la prévention d'actes de terrorisme.
- ⑦ « II. – Lorsque des considérations relevant de la sûreté de l'État s'opposent à la communication d'informations ou d'éléments sur lesquels reposent les motifs de l'une des décisions mentionnées au I du présent article, soit parce que cette communication serait de nature à compromettre une opération de renseignement, soit parce qu'elle conduirait à dévoiler des méthodes opérationnelles des services mentionnés aux articles L. 811-2 ou L. 811-4 du code de la sécurité intérieure, l'administration peut, lorsque la protection de ces informations ou de ces éléments ne peut être assurée par d'autres moyens, les transmettre à la juridiction par un mémoire séparé en exposant les raisons impérieuses qui s'opposent à ce qu'elles soient versées au débat contradictoire.
- ⑧ « Dans ce cas, la juridiction, qui peut alors relever d'office tout moyen et procéder à toute mesure d'instruction complémentaire en lien avec ces informations ou ces pièces, statue sur le litige sans soumettre les éléments qui lui ont été communiqués au débat contradictoire ni en révéler l'existence et la teneur dans sa décision. Lorsque les éléments ainsi communiqués sont sans lien avec les objectifs énoncés au premier alinéa du présent II, le juge informe l'administration qu'il ne peut en tenir compte sans qu'ils aient été versés au débat contradictoire. L'administration décide alors de les communiquer ou non. »

Article 23 bis

- ① Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° Après l'article L. 425-9, il est inséré un article L. 425-9-1 ainsi rédigé :
 - ③ « *Art. L. 425-9-1.* – Lorsque le juge administratif saisi, à l'appui de conclusions tendant à l'annulation d'une décision de refus du titre de séjour mentionné au premier alinéa de l'article L. 425-9, d'un moyen relatif à l'état de santé du demandeur, appelle l'Office français de l'immigration et de l'intégration à présenter des observations, celles-ci peuvent comporter toute information couverte par l'article L. 1110-4 du code de la santé publique en lien avec cette décision. » ;
 - ④ 2° Après la dernière occurrence du mot : « la », la fin du second alinéa de l'article L. 542-1 est ainsi rédigée : « signature de celle-ci. Dans le cas où il statue par ordonnance, l'autorité administrative ne peut engager l'exécution de la décision portant obligation de quitter le territoire français du demandeur d'asile dont le droit au maintien a pris fin qu'à compter de la date de notification de l'ordonnance. » ;
 - ⑤ 2° bis Le premier alinéa des articles L. 733-7 et L. 733-8 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Sur demande motivée de l'autorité administrative, le juge des libertés et de la détention peut également autoriser, par la même décision, la visite du domicile de l'étranger aux fins de rechercher et de procéder à la retenue de tout document attestant de sa nationalité dans les conditions prévues à l'article L. 814-1. » ;
 - ⑥ 3° (*Supprimé*)
 - ⑦ 3° bis La première phrase du second alinéa de l'article L. 733-11 est complétée par les mots : « , les documents retenus et les modalités de leur restitution » ;
 - ⑧ 3° ter Au premier alinéa de l'article L. 741-1, à la première phrase du premier alinéa de l'article L. 741-2, au premier alinéa de l'article L. 741-10, aux articles L. 742-1 et L. 742-3 ainsi qu'au premier alinéa de l'article L. 751-9, les mots : « quarante-huit heures » sont remplacés par les mots : « quatre jours » ;
 - ⑨ 3° quater À l'article L. 742-3, le mot : « vingt-huit » est remplacé par le mot : « vingt-six » ;

- ⑩ 4° À la fin de l'article L. 743-4, les mots : « sa saisine » sont remplacés par les mots : « l'expiration du délai fixé au premier alinéa de l'article L. 741-10 » ;
- ⑪ 5° À la seconde phrase de l'article L. 743-19, le mot : « dix » est remplacé par le mot : « vingt-quatre » ;
- ⑫ 6° À la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article L. 743-22, le mot : « dix » est remplacé par le mot : « vingt-quatre ».

CHAPITRE II

Contentieux judiciaire

Article 24

- ① I. – Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° Les articles L. 342-6 et L. 342-7 sont ainsi rédigés :
- ③ « *Art. L. 342-6.* – L'audience se tient dans la salle d'audience attribuée au ministère de la justice spécialement aménagée à proximité immédiate de la zone d'attente.
- ④ « Le juge des libertés et de la détention peut toutefois siéger au tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe la zone d'attente. Afin d'assurer une bonne administration de la justice et de permettre à l'étranger de présenter ses explications, les deux salles d'audience sont alors ouvertes au public et reliées entre elles en direct par un moyen de télécommunication audiovisuelle garantissant la confidentialité et la qualité de la transmission.
- ⑤ « Dans le cas mentionné au deuxième alinéa, le conseil de l'étranger, de même que le représentant de l'administration, peut assister à l'audience dans l'une ou l'autre salle. Il a le droit de s'entretenir avec son client de manière confidentielle. L'interprète mis à la disposition de l'étranger est présent dans la salle d'audience où ce dernier se trouve. Toutefois, en cas de difficulté pour obtenir le concours d'un interprète qualifié présent physiquement auprès de l'étranger, l'audience peut se tenir dès lors qu'un tel interprète est présent dans la salle où siège le juge des libertés et de la détention ou dans toute autre salle d'audience. Une copie de l'intégralité du dossier est mise à la disposition du requérant. Un procès-verbal attestant de la conformité des

opérations effectuées au présent article est établi dans chacune des salles d'audience.

- ⑥ « Le juge des libertés et de la détention suspend l'audience, de sa propre initiative ou à la demande des parties, lorsqu'il constate que la qualité de la retransmission ne permet pas à l'étranger ou à son conseil de présenter ses explications dans des conditions garantissant une bonne administration de la justice.
- ⑦ « Par dérogation au premier alinéa, lorsqu'aucune salle n'a été spécialement aménagée à proximité immédiate ou en cas d'indisponibilité de cette salle, l'audience se tient au siège du tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe la zone d'attente.
- ⑧ « *Art. L. 342-7.* – Sauf exception prévue par décret en Conseil d'État, le juge des libertés et de la détention statue publiquement. » ;
- ⑨ 2° Après le premier alinéa de l'article L. 342-15, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ⑩ « Afin d'assurer une bonne administration de la justice et de permettre à l'étranger de présenter ses explications, l'audience peut, par décision du premier président de la cour d'appel ou de son délégué, d'office ou à la demande d'une partie, se dérouler avec l'utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle garantissant la confidentialité et la qualité de la transmission, dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 342-6. » ;
- ⑪ 3° Les articles L. 743-7 et L. 743-8 sont ainsi rédigés :
- ⑫ « *Art. L. 743-7.* – L'audience se tient dans la salle d'audience attribuée au ministère de la justice spécialement aménagée à proximité immédiate du lieu de rétention.
- ⑬ « Le juge des libertés et de la détention peut toutefois siéger au tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe le lieu de rétention. Afin d'assurer une bonne administration de la justice et de permettre à l'étranger de présenter ses explications, les deux salles d'audience sont alors ouvertes au public et reliées entre elles en direct par un moyen de télécommunication audiovisuelle garantissant la confidentialité et la qualité de la transmission.
- ⑭ « Dans le cas mentionné au deuxième alinéa, le conseil de l'étranger, de même que le représentant de l'administration, peut assister à l'audience dans l'une ou l'autre salle. Il a le droit de s'entretenir avec son client de manière

confidentielle. L'interprète mis à la disposition de l'étranger est présent dans la salle d'audience où ce dernier se trouve. Toutefois, en cas de difficulté pour obtenir le concours d'un interprète qualifié présent physiquement auprès de l'étranger, l'audience peut se tenir dès lors qu'un tel interprète est présent dans la salle où siège le juge des libertés et de la détention ou dans toute autre salle d'audience. Une copie de l'intégralité du dossier est mise à la disposition du requérant. Un procès-verbal attestant de la conformité des opérations effectuées au présent article est établi dans chacune des salles d'audience.

- ⑮ « Le juge des libertés et de la détention suspend l'audience, de sa propre initiative ou sur demande des parties, lorsqu'il constate que la qualité de la retransmission ne permet pas à l'étranger ou à son conseil de présenter ses explications dans des conditions garantissant une bonne administration de la justice.
- ⑯ « Par dérogation au premier alinéa, lorsqu'aucune salle n'a été spécialement aménagée à proximité immédiate ou en cas d'indisponibilité de la salle, l'audience se tient au siège du tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe le lieu de rétention.
- ⑰ « Par dérogation au présent article, lorsqu'est prévue une compétence territoriale dérogatoire à celle fixée par voie réglementaire, l'audience se tient au siège du tribunal judiciaire auquel appartient le juge des libertés et de la détention compétent. Le juge peut toutefois décider que l'audience se déroule avec l'utilisation de moyens de télécommunication audiovisuelle, dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas.
- ⑱ « Art. L. 743-8. – Sauf exception prévue par décret en Conseil d'État, le juge des libertés et de la détention statue publiquement. »
- ⑲ II. – (*Non modifié*) Le I de l'article 44 de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 est ainsi modifié :
- ⑳ 1° Au 1°, après les références : « L. 342-7 » et « L. 743-8 », sont insérés les mots : « , dans sa rédaction résultant de la loi n° du pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, » ;
- ㉑ 2° Le 2° est ainsi rédigé :
- ㉒ « 2° À la première phrase du deuxième alinéa, à la quatrième phrase du troisième alinéa et à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 342-6 ainsi qu'à la première phrase du deuxième alinéa, à la quatrième phrase du troisième

alinéa, au quatrième alinéa et à la première phrase du sixième alinéa de l'article L. 743-7, dans leur rédaction résultant de la loi n° du pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, les mots : "des libertés et de la détention" sont supprimés ; ».

Article 25

- ① I. – Le chapitre II du titre IV du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° À la première phrase de l'article L. 342-5, après les mots : « l'instruction », sont insérés les mots : « ou le placement en zone d'attente simultané d'un nombre important d'étrangers au regard des contraintes du service juridictionnel » ;
- ③ 2° Après l'article L. 342-7, il est inséré un article L. 342-7-1 ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 342-7-1.* – Le juge des libertés et de la détention, saisi aux fins de maintien en zone d'attente, rappelle à l'étranger les droits qui lui sont reconnus et s'assure que celui-ci a été, dans les meilleurs délais, pleinement informé de ses droits et placé en état de les faire valoir.
- ⑤ « Il tient compte des circonstances particulières liées notamment au placement en zone d'attente simultané d'un nombre important d'étrangers pour l'appréciation des délais relatifs à la notification de la décision, à l'information sur les droits et à leur prise d'effet. »
- ⑥ II. – (*Non modifié*) Le I de l'article 44 de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 est ainsi modifié :
- ⑦ 1° Au 1°, la référence : « L. 342-5 » est supprimée ;
- ⑧ 2° Après le même 1°, sont insérés des 1° *bis* et 1° *ter* ainsi rédigés :
- ⑨ « 1° *bis* L'article L. 342-5, dans sa rédaction résultant de la loi n° du pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, est ainsi modifié :
- ⑩ « *a)* Aux premier et dernier alinéas, les mots : "juge des libertés et de la détention" sont remplacés par les mots : "magistrat du siège du tribunal judiciaire" ;

- ⑪ « b) Le troisième alinéa est supprimé ;
- ⑫ « 1° *ter* Au premier alinéa de l'article L. 342-7-1, les mots : "juge des libertés et de la détention" sont remplacés par les mots : "magistrat du siège du tribunal judiciaire" ; ».

Article 25 bis

(Non modifié)

- ① L'article L. 743-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° Après le mot : « porter », il est inséré le mot : « substantiellement » ;
- ③ 2° Sont ajoutés les mots : « dont l'effectivité n'a pu être rétablie par une régularisation intervenue avant la clôture des débats ».

Article 25 ter

(Non modifié)

- ① L'article L. 743-22 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ② « Par dérogation au présent article, l'appel interjeté contre une décision mettant fin à la rétention est suspensif lorsque l'intéressé a été condamné à une peine d'interdiction du territoire pour des actes de terrorisme prévus au titre II du livre IV du code pénal ou s'il fait l'objet d'une mesure d'éloignement édictée pour un comportement lié à des activités à caractère terroriste. L'intéressé est maintenu à la disposition de la justice jusqu'à ce qu'il soit statué sur le fond. »

TITRE VI

DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 26 A (*nouveau*)

- ① La code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° À la première phrase de l'article L. 551-1, après le mot : « région », sont insérés les mots : « de l'hexagone et des outre-mer » ;
- ③ 2° Au début du premier alinéa de l'article L. 551-2, sont ajoutés les mots : « Dans l'hexagone et les outre-mer, ».

Article 26

- ① I. – (*Non modifié*) Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre, par voie d'ordonnance, les mesures relevant de la compétence de l'État nécessaires à l'application et, le cas échéant, à l'adaptation, des dispositions de la présente loi dans les collectivités qui relèvent de l'article 74 de la Constitution, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises.
- ② Cette ordonnance est prise dans un délai de dix-huit mois à compter de la promulgation de la présente loi.
- ③ Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.
- ④ II. – Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ⑤ 1° Le 1° des articles L. 281-4 et L. 281-5 et le 2° de l'article L. 281-7 sont abrogés ;
- ⑥ 2° L'article L. 361-2 est ainsi modifié :
- ⑦ a) Au 8°, les mots : « les mots : “au chapitre II du titre II du règlement 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016” »

sont remplacés par les mots : « la référence au règlement 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 » ;

- ⑧ b) Le 14° est ainsi rédigé :
- ⑨ « 14° Pour l'application de l'article L. 352-4, dans sa rédaction résultant de la loi n° du pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration :
- ⑩ « a) En Martinique, à La Réunion et à Saint-Pierre-et-Miquelon, les mots : “et la décision de transfert mentionnée à l'article L. 572-1 qui l'accompagne le cas échéant peuvent être contestées” sont remplacés par les mots : “peut être contestée” ;
- ⑪ « b) Dans les collectivités territoriales de Guadeloupe et de Guyane et à Mayotte, il est abrogé ; »
- ⑫ 2° bis (nouveau) L'article L. 441-7 est ainsi modifié :
- ⑬ a) Le 1° A est abrogé ;
- ⑭ b) Le 1° est complété par les mots : « ainsi qu'un volet sur l'appartenance de Mayotte à la République française, sur son intégrité territoriale et sur ses frontières ; »
- ⑮ c) (nouveau) Sont ajoutés des 16° et 17° ainsi rédigés :
- ⑯ « 16° Dans le Département de Mayotte, l'étranger mentionné aux 1° à 4° du même article L. 631-2 peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation définitive pour des faits de violence au sens du paragraphe 2 de la section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code pénal, ou pour des faits de viol, d'inceste et d'agressions sexuelles au sens de la section 3 du même chapitre II ;
- ⑰ « 17° Dans le Département de Mayotte, l'étranger mentionné aux 1° à 5° du même article L. 631-1 peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation définitive pour des faits de violence, au sens du paragraphe 2 de la section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code pénal, ou pour des faits de viol, inceste et agressions sexuelles, au sens de la section III du même chapitre II ; »
- ⑱ 3° Le second alinéa des articles L. 651-3, L. 651-4 et L. 651-6 est ainsi modifié :

- ⑲ a) À la première phrase, les mots : « L. 614-1 à L. 614-18, à l'exception de l'article L. 614-13, » sont remplacés par les mots : « L. 614-1 à L. 614-4 et les articles L. 614-16 à L. 614-18, » ;
- ⑳ b) À la seconde phrase, les mots : « des deux premiers alinéas de l'article L. 614-11 » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 922-3 » ;
- ㉑ 4° L'article L. 831-2 est complété par des 4° et 5° ainsi rédigés :
- ㉒ « 4° L'article L. 821-6, dans sa rédaction résultant de la loi n° du pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, est ainsi modifié :
- ㉓ « a) Aux premier et deuxième alinéas, les mots : "ou de l'autorisation de voyage" sont supprimés ;
- ㉔ « b) Le dernier alinéa est supprimé ;
- ㉕ « 5° Au second alinéa de l'article L. 821-7, dans sa rédaction résultant de la loi n° du précitée, les mots : "ou de l'autorisation de voyage" sont supprimés. » ;
- ㉖ 5° Le livre IX, tel qu'il résulte de l'article 21 de la présente loi, est complété par un titre III ainsi rédigé :
- ㉗ « *TITRE III*
- ㉘ « *DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER*
- ㉙ « *CHAPITRE UNIQUE*
- ㉚ « *Dispositions particulières aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution et à Saint-Pierre-et-Miquelon*
- ㉛ « *Art. L. 931-1.* – Le présent livre est applicable de plein droit en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, sous réserve des adaptations prévues au présent chapitre.
- ㉜ « *Art. L. 931-2.* – Les titres I^{er} et II du présent livre, à l'exception de l'article L. 922-3, ne sont pas applicables en Guadeloupe.
- ㉝ « *Art. L. 931-3.* – Les titres I^{er} et II du présent livre, à l'exception de l'article L. 922-3, ne sont pas applicables en Guyane.

- ③④ « Art. L. 931-4. – Les titres I^{er} et II du présent livre, à l’exception de l’article L. 922-3, ne sont pas applicables à Mayotte. »

Article 26 bis (nouveau)

- ① Le code civil est ainsi modifié :

- ② 1° À l’article 2493, les mots : « l’un de ses parents au moins résidait » sont remplacés par les mots : « ses deux parents résidaient » et, à la fin, les mots : « de trois mois » sont remplacés par les mots : « d’un an » ;

- ③ 2° Sont ajoutés des livres VI et VII ainsi rédigés :

- ④ « LIVRE VI

- ⑤ « **DISPOSITIONS APPLICABLES À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE GUYANE**

- ⑥ « Art. 2535. – Le présent code est applicable à la collectivité territoriale de Guyane dans les conditions définies au présent livre.

- ⑦ « Art. 2536. – Pour un enfant né dans la collectivité territoriale de Guyane, l’article 21-7 n’est applicable que si, à la date de sa naissance, l’un de ses parents au moins résidait en France de manière régulière, sous couvert d’un titre de séjour, et de manière ininterrompue depuis plus de neuf mois.

- ⑧ « Art. 2537. – L’article 2536 est applicable dans les conditions prévues à l’article 17-2.

- ⑨ « Toutefois, les articles 21-7 et 21-11 sont applicables à l’enfant né dans la collectivité territoriale de Guyane de parents étrangers avant l’entrée en vigueur de la loi n° du pour contrôler l’immigration, améliorer l’intégration, si l’un des parents justifie avoir résidé en France de manière régulière pendant la période de cinq ans mentionnée aux articles 21-7 et 21-11 du présent code. »

- ⑩ « LIVRE VII

- ⑪ « **DISPOSITIONS APPLICABLES À SAINT-MARTIN**

- ⑫ « Art. 2538. – Le présent code est applicable à Saint-Martin dans les conditions définies au présent livre.

- ⑬ « Art. 2539. – Pour un enfant né à Saint-Martin, l’article 21-7 n’est applicable que si, à la date de sa naissance, l’un de ses parents au moins

résidait en France de manière régulière, sous couvert d'un titre de séjour, et de manière ininterrompue depuis plus de trois mois.

- ⑭ « Art. 2540. – L'article 2539 est applicable dans les conditions prévues à l'article 17-2.
- ⑮ « Toutefois, les articles 21-7 et 21-11 sont applicables à l'enfant né à Saint-Martin de parents étrangers avant l'entrée en vigueur de la loi n° du pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, si l'un des parents justifie avoir résidé en France de manière régulière pendant la période de cinq ans mentionnée aux articles 21-7 et 21-11 du présent code. »

Article 26 ter (nouveau)

- ① Le chapitre I^{er} du titre IV du livre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 441-2 est ainsi modifié :
- ③ a) Au début du premier alinéa, est ajoutée la mention : « I. – » ;
- ④ b) Après le 3°, il est inséré un 3° bis ainsi rédigé :
- ⑤ « 3° bis À l'article L. 414-13, les mots : “par l'autorité administrative après consultation” sont remplacés par les mots : “après avis consultatif d'une commission, sous l'autorité du préfet, composée des parlementaires de la circonscription, d'un représentant de la collectivité territoriale, de Pôle emploi, de chaque chambre consulaire, du conseil économique et social régional, du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement et” ; »
- ⑥ c) Il est ajouté un II ainsi rédigé :
- ⑦ « II. – Pour l'application à Saint Pierre et Miquelon de l'article L. 435-4, l'étranger titulaire d'une carte de séjour temporaire portant la mention “salarié” ou “travailleur temporaire” en application du même article L. 435-4 peut se voir délivrer, à l'expiration de ce titre, sous réserve de continuer à remplir les conditions prévues audit article L. 435-4, une carte de séjour pluriannuelle portant la mention “salarié” » ;
- ⑧ 2° Les 2° à 4° de l'article L. 441-4 sont abrogés ;
- ⑨ 3° L'article L. 441-7 est ainsi modifié :
- ⑩ a) Après le 6°, il est inséré un 6° bis ainsi rédigé :

- ⑪ « 6° *bis* À l'article L. 414-13, les mots : “par l'autorité administrative après consultation” sont remplacés par les mots : “après avis consultatif d'une commission, sous l'autorité du préfet, composée des parlementaires de la circonscription, du président du conseil départemental, de Pôle emploi, de chaque chambre consulaire, du conseil économique et social régional, du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement et” ; »
- ⑫ *b)* Après le 8°, sont insérés des 8° *bis* et 8° *ter* ainsi rédigés :
- ⑬ « 8° *bis* À l'article L. 423-7, le mot : “deux” est remplacé par le mot : “trois” ;
- ⑭ « 8° *ter* À la première phrase de l'article L. 423-8, après la seconde occurrence du mot : “civil,”, sont insérés les mots : “depuis la naissance de celui-ci ou depuis au moins trois ans” ; »
- ⑮ 4° La section 2 est complétée par un article L. 441-9 ainsi rédigé :
- ⑯ « *Art. L. 441-9.* – L'étranger qui séjourne régulièrement à Mayotte depuis au moins trois ans, sous couvert d'un des titres d'une durée de validité d'au moins cinq ans prévus par le présent code ou par des conventions internationales peut demander à bénéficier de son droit à être rejoint, au titre du regroupement familial :
- ⑰ « 1° Par son conjoint, si ce dernier est âgé d'au moins dix-huit ans ;
- ⑱ « 2° Et par les enfants du couple mineurs de dix-huit ans. »

Article 26 quater (nouveau)

À la seconde phrase du troisième alinéa de l'article 78-3 du code de procédure pénale, après le mot : « Mayotte », sont insérés les mots : « et dans la collectivité territoriale de Guyane ».

Article 26 quinquies (nouveau)

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport présentant les moyens technologiques et humains supplémentaires nécessaires pour assurer le contrôle des côtes de l'archipel guadeloupéen afin de lutter contre l'immigration irrégulière.

Article 26 sexies (nouveau)

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport présentant l'opportunité de permettre, en outre-mer, aux acteurs privés ou aux associations de la formation et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi d'organiser et de conduire des formations afin de renforcer l'intégration des publics éloignés de l'emploi à destination des étrangers titulaires d'un premier titre de séjour.

Article 26 septies (nouveau)

Dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les possibilités de rendre plus efficace la lutte contre l'immigration irrégulière à Mayotte en renforçant l'architecture de son administration déconcentrée à Mayotte, notamment en examinant la pertinence de créer un poste de préfet délégué à la lutte contre l'immigration clandestine placé auprès du représentant de l'État à Mayotte.

Article 26 octies (nouveau)

- ① Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les conditions d'accueil dans les outre-mer.
- ② Il apparaît nécessaire d'avoir une vision claire des moyens dégagés sur ces questions pour les Outre-mer, ainsi qu'un recensement afin de savoir où se trouvent les sites d'hébergement, le nombre de places par rapport au nombre de demandeurs d'asile, le nombre d'hôtels et de nuitées disponibles, le nombre et les informations des sites gérés par une organisation accompagnant les exilés et les demandeurs d'asile.

Article 27

- ① I A. – *(Non modifié)* Les articles 1^{er} B, 1^{er} C, 1^{er} E, 1^{er} F, 2 *bis* et 2 *ter* s'appliquent aux demandes déposées après la publication de la présente loi.
- ② I B. – L'article 1^{er} entre en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'État, et au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

- ③ I. – (*Non modifié*) L'article 12 entre en vigueur à Mayotte le 1^{er} janvier 2027.
- ④ II. – (*Non modifié*) Les articles 21 à 24 entrent en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'État, et au plus tard le premier jour du septième mois suivant celui de la publication de la présente loi. Les mêmes articles 21 à 24 s'appliquent à la contestation des décisions prises à compter de leur entrée en vigueur.
- ⑤ III. – (*Non modifié*) Dans les collectivités qui relèvent de l'article 74 de la Constitution à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises, la présente loi entre en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'État, et au plus tard le premier jour du dix-neuvième mois suivant celui de sa promulgation.